

(N° 71)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 DÉCEMBRE 1924.

Projet de loi modifiant les articles 5 à 12 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891, et instituant un examen d'admission aux études universitaires ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. BLAVIER.

MESSIEURS,

La proposition de M. le Ministre des Sciences et des Arts, pose pour la septième fois devant le Parlement la question de l'admission aux études supérieures.

En attendant qu'elle soit discutée dans l'enceinte parlementaire, et tout comme le projet Destrée en 1922, elle a soulevé dans la presse et dans les milieux pédagogiques de vives polémiques et mis aux prises les esprits les plus cultivés. Comme l'a dit le R. P. Pickery : « Les diplomates ne connaîtront jamais l'ennui, il leur restera toujours la question d'Orient. Les maîtres en pédagogie n'ont rien à leur envier, il leur restera toujours la question des humanités ».

Les discussions au sein des sections de la Chambre et de la Section Centrale ont prouvé quel grand intérêt est suscité par toutes les questions d'enseignement et combien on se préoccupe après le grand bouleversement de la guerre du capital intellectuel et moral de la nation. Une autre constatation, c'est que malgré l'existence dans notre pays d'un double enseignement, l'officiel et le libre, les majorités pour l'une ou pour l'autre thèse se dessinent indépendamment des groupements de parti. De même en 1890, nous avons vu MM. Woeste et Helleputte unis à MM. Frère-Orban et Sainctelette, combattre, autour de la question du certificat MM. Cartuyvels et de Smet de Nayer, vigoureusement soutenus par des membres de la gauche.

(1) Projet de loi, n° 237 (1923-1924).

(2) La Section Centrale, présidée par M. Brunet, était composée de MM. De Bruycker, de Wouters d'Oplinter, Renkin, Golenvaux, Poncelet et Blavier.

La question de la barrière, à l'entrée de l'Université, a une histoire bien remplie. Quelques dates prises dans l'histoire parlementaire du siècle passé, nous diront quelles sont les chances pour la proposition de M. Nolf, de donner à cette question une solution définitive.

En 1828, le Ministre de l'Intérieur des Pays-Bas demandait déjà à la Commission des Réformes « quelles mesures pourraient être prises pour ne plus admettre aux universités que des jeunes gens suffisamment préparés ».

En 1830, régime du certificat. En 1833, libre accès à l'université.

En 1849, régime de contrainte par l'institution de l'épreuve d'élève universitaire, programme trop chargé, examen trop sévère, premier règne du graduat. En 1855, suppression du graduat, remplacé, quatre ans plus tard, par le certificat ou à défaut de celui-ci par un examen d'entrée.

En 1861, deuxième règne du graduat. En 1876, suppression et retour à la liberté absolue.

On peut s'étonner que ce dernier régime, péchant par l'excès contraire, ait duré seize ans, jusqu'à la loi de 1890-1891, qui nous régit encore maintenant et qui a rétabli le certificat, auquel il a ajouté de nouvelles garanties.

C'est ainsi que les législateurs, fascinés probablement par un seul aspect du problème, semblent avoir passé tour à tour d'un excès à l'autre. En 1849 la Chambre délibérait sur la prorogation de la loi de 1849, lorsqu'un député proposa la suppression pure et simple de l'épreuve universitaire : le procès fut mené si rapidement que sa proposition fut votée presque sans discussion.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que date le grand argument pour rétablir la barrière après une période de liberté, notamment la prétendue faiblesse de nos études moyennes, que M. Collard nomme « le cliché, qu'on trouve à chaque page de l'histoire de la pédagogie depuis Rollin ».

« Assueta vilescunt ». Attribuons au désir de faire mieux les plaintes continues des professeurs d'université, des professeurs d'enseignement moyen, et même des élèves et des parents ; mais ici comme en toutes choses le mieux peut être l'ennemi du bien.

Quoiqu'il en soit, l'histoire de cette fameuse question nous recommande d'être très prudents avant de toucher à un régime, qui a fait ses preuves pendant une étape aussi longue que le régime actuel.

Et ici nous pouvons nous poser une question préalable. Est-ce bien le moment propice pour soulever à nouveau ce grave problème d'une complexité tellement délicate, offrant des aspects tellement différents, que les discussions parlementaires autour de cette question ont fait triompher à quelques années d'intervalle les systèmes les plus opposés.

Dans le bouleversement intellectuel et moral de l'après-guerre, avons-nous assez de données stables, sur lesquelles établir une solution définitive du problème ? On se plaint de l'abaissement du niveau des études moyennes et universitaires. Tient-on compte des conditions matérielles et morales dans lesquelles les étudiants universitaires actuels ont fait leurs humanités ? Parmi les « déchets, les fruits secs » dont on se plaint, n'y en a-t-il pas qui ont fait leurs études moyennes dans des conditions de fortune, bien souvent dans des insti-

tutions étrangères? D'autre part, la loi a permis l'accès aux études universitaires à toute une catégorie d'étudiants, n'ayant pas achevé leurs humanités, pour avoir participé de loin ou de près aux hostilités.

L'université vient seulement d'être débarrassée des jeunes gens dont les études avaient été interrompues ou tronquées par la guerre. La soif des plaisirs, caractéristique d'une période troublée comme la nôtre, l'avidité de gagner de l'argent et de le dépenser, n'ont-ils pas contaminé les villes universitaires, où cinémas et dancings font salle pleine comme partout ailleurs? Y règne-t-il l'atmosphère saine et sereine, propice aux études sérieuses et approfondies? Les difficultés matérielles, contre lesquelles se sont débattus dans les dernières années les professeurs des établissements moyens, autant que ceux des universités, n'ont-elles pas été nuisibles à leur enseignement? Malgré les péréquations, ils n'en sont pas encore revenus au temps où, en l'absence de préoccupations matérielles, ils discutaient questions d'enseignement et progrès des élèves pendant les quarts d'heure académiques.

C'est à la lumière de cette situation anormale d'après guerre que nous estimons devoir jauger tous les arguments tirés d'un prétendu abaissement des études pour justifier le renforcement de la barrière mise à l'entrée de l'Université.

Le principe de l'épreuve de maturité.

Je ne crois pas devoir condenser dans ce rapport toute la série des arguments pour et contre le projet actuel, qui ont été produits dans la presse et dans les nombreuses brochures, d'ailleurs très intéressantes et richement documentées, dont les membres du Parlement ont été gratifiés à l'occasion de ce projet de loi ⁽¹⁾. Je me bornerai à reproduire les objections principales qui ont amené la majorité de votre Commission à ne pas adopter le projet de M. le Ministre des Sciences et des Arts. Ces objections ont porté principalement contre le principe même de l'examen d'admission, de l'épreuve extérieure à l'athénée ou au collège posé dans l'article premier. Nul ne pourra se présenter à un examen universitaire conférant un grade légal « s'il n'a subi un examen d'admission constatant qu'il est apte à suivre avec fruit les cours d'enseignement supérieur ».

La majorité de votre Commission estime que, quelles que soient les modalités de cet examen, dont nous parlerons plus loin, il soustrait l'élève à ses juges naturels, ses professeurs d'humanité.

(1) Citons : Les études remarquables de M. le chanoine Blampain, *L'Enseignement moyen et la loi de 1890-1891. Examen de sortie ou Examen d'entrée* (Nova et Vetera). *Le graduel au cercle pédagogique des professeurs de l'enseignement moyen, sortis de l'Université de Louvain*, par J. Collard (Musée Belge).

A propos de l'examen de maturité, R. P. Pickery (*Revue Générale*). *La grande pitié des humanités classiques*, par J. De Smet (*La Vie diocésaine*).

Les brochures et les articles de M. Gravis, de M. l'abbé Charlier, de M. l'abbé Jacobs (*Dietsche Warande en Belfort* et dans *De Standaard*) et de nos honorables collègues : MM. Renkin, Gollier et de M. le Ministre des Sciences et Arts.

Ce n'est pas le jury d'examineurs, tel qu'il serait constitué d'après le projet de loi (art. 1^{er}) qui pourra déterminer d'une façon certaine et définitive, quels sont les élèves qui sont aptes à suivre avec fruit les cours d'enseignement supérieur et quels cours ils sont aptes à suivre.

A ce point de vue le projet mérite les critiques que M. Lavissee adressait au baccalauréat : « L'impardonnable tort de cet examen, c'est qu'il veut se suffire à lui-même, qu'il ne veut rien savoir du candidat, si ce n'est un nom qui pourrait être avantageusement remplacé par un numéro, et qu'il expose ses justiciables aux chances inégales des compositions aujourd'hui faciles, demain difficiles, pour ne point parler de la diversité des humeurs des juges qui sont aussi variables que les compositions. A chaque session il fera des victimes et des heureux, qui ne méritent pas leur sort. Pourquoi le tolérer dans un pays où les loteries sont défendues ».

» Il n'y a, écrit M. Collard, le grand pédagogue de Louvain, qu'un homme qui puisse juger équitablement un rhétoricien : c'est le professeur de rhétorique, lequel a manié l'élève dans le commerce de chaque jour, qui lui permet d'établir la moyenne de l'élève en question. Psychologiquement, l'élève qu'on examine avec sanctions perd une bonne partie de ses moyens, quand ne s'est pas établie une certaine familiarité entre l'examineur et lui. L'examen est un pis-aller. Entre le professeur, qui juge sur l'activité d'une année et le monsieur qui surgit tout à coup avec cinq ou dix questions au hasard, il n'y a pas à choisir. Le premier juge infiniment mieux que l'autre. »

D'après l'article 1^{er}, « chaque université ou école, y assimilée en vertu d'une loi, constitue un ou plusieurs jurys d'admission. Chacun de ces jurys comprend un tiers au moins de professeurs de l'enseignement public ou privé ».

Nous admettons avec les partisans de la réforme que, par la force des choses, la participation des professeurs d'enseignement moyen sera beaucoup plus considérable que le minimum indiqué.

Il entre annuellement dans nos quatre universités environ deux mille étudiants. Les professeurs d'université, les plus indiqués pour faire partie de l'examen d'admission, c'est-à-dire les titulaires des cours de candidature, doivent déjà consacrer une bonne partie de leurs vacances à l'examen de leurs nombreux récipiendaires universitaires. Pour ne pas voir leurs vacances complètement absorbées par les examens, ils seront peu disposés à faire partie des jurys d'admission à l'université.

Dans un article très marqué de la *Revue Belge*, M. Gollier, notre excellent rapporteur du Budget des Sciences et des Arts, fait observer « qu'en fait les universités, usant de leur pleine liberté, composeront ces jurys exclusivement de professeurs de l'enseignement moyen sous la présidence d'un professeur d'Université ». Il ajoute que ce jury ne devrait siéger qu'« intra muros », que l'examen se faisant ainsi à l'athénée et au collège, il y aurait moyen de contenter tout le monde.

Certes, il y a là matière à concession ; cependant nous estimons qu'aussi longtemps que le jury n'est pas constitué par le corps professoral de l'athénée

ou du collège du récipiendaire, l'épreuve de maturité n'échappe pas à la plupart des critiques graves, soulevées contre lui.

* * *

D'ailleurs la préparation intellectuelle, sur laquelle un jury étranger à l'athénée ou au collège, portera seul son jugement, que ce jury soit composé en majeure partie de professeurs d'humanités ou de professeurs d'université, constitue-t-elle pour l'université la seule condition de succès?

Nous savons que les échecs à l'université ne s'infligent pas seulement aux élèves, classés comme « faibles » au sortir de la rhétorique, de même que les grandes distinctions ne sont pas toujours remportées par les premiers de classe. Les insuffisances de la volonté sont encore plus graves que celle de la culture intellectuelle; quand l'éducation a négligé ce facteur essentiel, la formation de la volonté, le futur universitaire peut démentir les plus belles promesses.

Nous nous rappelons telle première année de candidature dans laquelle il y avait sur quatorze élèves, douze premiers de classe, dont la moitié n'a pas conquis le diplôme de docteur. L'examen d'entrée ne suffit pas pour empêcher les déchets à l'université, que certains évaluent à 50 p. c. M. Mailleux, directeur de l'École des Mines de Mons, déclare que les statistiques établissent pour nos grandes écoles d'ingénieurs que, sur 100 élèves qui y entrent, — et qui ont été tous filtrés par l'examen d'accès, — il n'y en a que 50 à 55 qui en sortent pourvus du diplôme ! D'autre part ne voyons-nous pas tous les ans des élèves faibles qui avaient emporté de leurs humanités un minimum de bagages scientifiques et qui réalisaient à l'université toutes les autres conditions de succès? Combien n'y en a-t-il pas, dont les facultés aussi brillantes que tardives attendent pour éclore que l'enseignement supérieur les ait mis dans la voie des études spéciales qui constituent leur vocation? L'histoire des bienfaiteurs de l'humanité ne nous aurait pas transmis les noms des Pasteur, des Newton et de tant d'autres, si un examen de maturité, ou un autre parent du graduat, leur avait barré la porte de l'université.

Comment un jury au cours d'un examen, qui durera une demi-heure pour chaque examinateur, pourrait-il juger tous les éléments de maturité, toutes les conditions de succès à l'université et cela chez un jeune homme qui arrive devant lui en état de crise, crise inévitable de l'anxiété et de la peur, d'être placé pour la première fois de sa vie devant un examinateur qu'il n'a pas connu comme professeur et qui dans une heure doit décider de son avenir?

Un argument de fait, capable de faire réfléchir les partisans de la réforme, a été fourni par l'expérience qui en a été faite en ces dernières années à la Fondation Universitaire. Pour distribuer ses dons généreux, celle-ci a dû instaurer une épreuve qui ressemble de très près à l'examen de maturité.

M. le professeur Collard a fait « quelques coups de sonde » dans ces résultats. Tandis que des élèves médiocres mais débrouillards « décrochaient la timbale », des élèves brillants, sortis parmi les premiers de leurs études moyennes, échouaient. M. Collard nous en donne une longue série, tous pris parmi les

candidats des deux premières années. Tel V. D..., premier en rhétorique au Petit-Séminaire de M..., échoue à la Fondation, mais subit avec grande distinction la première épreuve de la candidature en philosophie et lettres et, en outre, la même année, le baccalauréat en philosophie thomiste.

Pour tous ces candidats c'était l'examen intérieur, fait par les professeurs d'humanités, qui avait fixé exactement leur degré de maturité, tandis que l'épreuve extérieure de la Fondation n'avait pas su discerner les intelligences les plus brillantes.

Graduat, épreuve de maturité ou examen de connaissances.

Certes, l'auteur du projet, dont nous apprécions les excellentes intentions, reprochera à la majorité de la Commission de s'être mépris sur la portée de son projet et d'agiter contre lui le spectre du graduat qui a contre lui la majorité des professeurs et les deux expériences qui en ont été faites pendant le siècle passé. Car M. Nolf défend vigoureusement son projet d'avoir quelque parenté avec ce régime de contrainte; loin de lui de vouloir abroger la loi de 1890, qu'il prétend ne vouloir que compléter et perfectionner.

Dans l'article déjà cité de M. Gollier, notre distingué collègue a montré « la contradiction aussi malicieuse que flagrante » qui s'est glissée entre l'exposé des motifs et le dispositif du projet de loi.

Dans le premier, l'auteur du projet fournit lui-même les critiques contre le régime tant honni, qu'il rétablit en fait dans le second. M. Gollier oppose M. Nolf à M. Nolf lui-même.

Tant et plus que M. Destrée dans les développements de son projet du 2 février 1922, M. Nolf se défend de vouloir instaurer un examen de connaissances, où la mémoire jouerait un grand rôle et dont l'influence serait néfaste sur les études de rhétorique.

L'unique question posée aux membres du jury (art. 3) est cependant la suivante :

« Estimez-vous tant au point de vue des connaissances que de la maturité de l'intelligence, que le candidat est apte à entreprendre des études universitaires? »

A l'interrogateur d'interpréter cette question! La plupart des professeurs d'université de par leur formation même, tiendront à poser des questions précises sur des connaissances positives. Quand à donner à l'épreuve la forme d'un entretien plutôt que d'une interrogation, c'est le vœu platonique qu'on a fait pour tant d'examens.

L'épreuve générale (art. 3) comprend :

1° Une composition française ou flamande ou une relation écrite en français ou en flamand d'un exposé oral d'ordre général fait par un membre du jury ;

2° Une épreuve sur la langue anglaise ou sur la langue allemande, ou sur celle des langues française et flamande dont il n'a pas été fait usage lors de l'épreuve mentionnée au 1°.

Ce n'est pas contre cette épreuve que s'élèvent les plus fortes critiques, quoique la reproduction d'un exposé oral, même « d'ordre général », fasse plutôt appel à la mémoire qu'à la formation intellectuelle et que le succès dans cette épreuve dépende plus de la personnalité de l'examineur que de celle du récipiendaire.

Le succès dans la composition littéraire dépend surtout du sujet : pour rendre cette épreuve moins hasardeuse, il faudrait au moins laisser choisir l'élève entre deux ou trois sujets.

* *

Prenons l'épreuve *spéciale* pour les aspirants au grade de candidat en philosophie et lettres. Elles comprennent :

- 1° Une traduction à livre ouvert sur un texte latin et une interrogation sur ce texte ;
- 2° Une version grecque ;
- 3° Un entretien sur les notions fondamentales de mathématiques et de physique.

Certes, nous constatons ici une différence appréciable avec le projet Destrée, qui mettait au programme de l'examen une branche à désigner par le sort, c'est-à-dire tout le programme de rhétorique.

Mais la loterie se retrouve d'une façon certaine dans le 1° qui prévoit la traduction d'un auteur latin, n'importe lequel.

La crainte d'être mis devant un auteur inconnu, n'amènera-t-elle pas beaucoup de professeurs de rhétorique à gaver leurs élèves du plus grand nombre d'auteurs possibles, à parcourir au pas de course même les auteurs secondaires, à les voir même par extraits, afin d'avoir la chance d'obtenir à l'examen un passage connu, ou au moins d'être habitué au style de son auteur ?

Professeurs et élèves ne négligeront-ils pas fatalement les grands auteurs de rhétorique, ceux qui développent l'esprit d'analyse et apprennent à la jeunesse ce qu'il y a de général et de permanent dans la nature humaine ?

Si le projet devait être adopté par le Parlement, nous estimons qu'il devrait être amendé dans le sens indiqué par MM. Gollier et Collard, qui proposent de limiter l'interrogation aux auteurs latins et grecs inscrits au programme de la rhétorique suivie par l'élève.

M. La Palice pourrait bien ajouter ici que le caractère chanceux de l'épreuve sera diminué d'autant plus que le programme sera mieux déterminé... ou limité.

* *

Mais que dire de l'interrogation sur *les notions fondamentales* de mathématiques et de physique, qui est remplacée, pour les candidats en sciences et les candidats ingénieurs, par une épreuve écrite sur l'algèbre, la géométrie, la trigonométrie rectiligne et sphérique, la géométrie descriptive, la géométrie analytique, le dessin.

Si ce n'est pas le gradué, c'en est au moins un bout, et il est à prévoir que cette interrogation sur les notions fondamentales de ces branches dans la plupart

des épreuves ressemblera, à s'y tromper, à une interrogation sur ces branches tout court.

S'il faut en venir quand même à l'institution d'une espèce ou d'une partie de graduat honteux, qui met le récipiendaire à la merci de l'examineur accommodant ou sévère, on peut se demander s'il ne vaut pas mieux mettre une correspondance exacte entre le programme de l'examen et le programme des matières enseignées en rhétorique : la barrière sera efficace ou elle sera inutile.

De cette façon au moins les élèves et même les professeurs ne négligeraient pas toutes les branches autres que celles à examen.

Certes, à ceux qui craignent la subordination de l'enseignement en rhétorique aux préoccupations utilitaires de l'examen, M. Nolf peut répondre que le certificat subsiste; mais l'efficacité de la sanction que comporte celui-ci sera diminuée en raison directe de la peur, que provoque l'examen de maturité.

Au lieu de compromettre l'efficacité de l'examen intérieur, ne vaut-il pas mieux chercher la solution dans un renforcement de la sanction actuelle, dans une augmentation des garanties que présente la seule épreuve qui s'adapte parfaitement au programme et à l'objectif des humanités ?

* * *

Votre Commission a été unanime pour approuver le Gouvernement et l'auteur du projet dans les articles où, suivant le grand mouvement d'opinion, qui se manifeste en faveur des études classiques et considérant, qu'elles constituent le moyen par excellence pour développer la véritable culture générale de l'esprit et de toute la personnalité, ils veulent imposer ces études à tous ceux qui se proposent d'entrer dans les carrières libérales et qui constitueront plus tard l'élite intellectuelle et dirigeante de la nation. Réforme heureuse et dans l'obligation qu'elle impose aux futurs ingénieurs de suivre des humanités latines-mathématiques et dans le choix qu'elle laisse aux candidats en sciences et en médecine entre le certificat d'humanités gréco-latines et celui d'humanités latines-mathématiques.

La prétendue déchéance de l'enseignement moyen.

Votre Commission s'est occupée également des effets de la loi de 1890 et de la prétendue faiblesse des études moyennes.

L'abaissement du niveau des études moyennes aurait fait descendre également celui des universités, dont les bancs seraient encombrés par un grand nombre d'incapables.

Si ce niveau avait toujours baissé depuis qu'on s'en plaint, nos universités et nos établissements moyens ne seraient pas loin de constituer des académies de primaires.

Un membre de la Commission trouvait une preuve de l'abaissement de ces études dans le fait de la suppression en rhétorique de la versification et du

discours latins, exercices dont la vertu formatrice pour la culture générale est pour le moins discutable.

La déchéance proviendrait surtout de la trop grande complaisance à conférer des certificats immérités, complaisance que M. Nolf a décrit dans un article du « Flambeau » de la manière suivante :

« Il est pénible pour un chef d'établissement de refuser le certificat d'humanités complètes. L'usage s'est établi de l'accorder à tous ceux, qui ont parcouru régulièrement pendant le temps voulu, le cycle complet des études moyennes. Connaissant l'indulgence, qui préside à l'octroi du certificat, les élèves pratiquent le moindre effort; et, circonstance particulièrement regrettable, c'est en dernière année, dans cette classe de rhétorique, qui devrait être de toutes la plus fructueuse, que l'effort se relâche le plus, parce que arrivés à ce point de leurs études, ils n'ont pas la crainte d'être arrêtés par un examen de passage d'une classe à l'autre ».

Ce jugement immérité a soulevé les protestations véhémentes de plusieurs membres autorisés de l'enseignement moyen, notamment de M. le directeur Jacobs et M. l'abbé Charlier. Nous empruntons à leurs écrits les résultats universitaires obtenus pour l'année 1922-1923 par les élèves sortis des collèges de trois diocèses.

Sur 260 étudiants, sortis des collèges de la Flandre occidentale et ayant affronté les jurys universitaires, 243 ont passé leurs examens avec succès, 5 avec la plus grande distinction, 32 avec grande distinction, 67 avec distinction. Il n'y eut que 17 échecs; donc 93 % de succès.

Les établissements de la Flandre orientale, sur 242 étudiants, 229 succès : 3 avec la plus grande distinction, 30 avec grande distinction, 67 avec distinction, 43 échecs, c'est-à-dire 96.6 % de succès.

Dans la province d'Anvers, sur 417 étudiants, 382 succès : 11 avec la plus grande distinction, 40 avec grande distinction, 99 avec distinction et 35 échecs, c'est-à-dire 91.6 % de succès.

Ces chiffres constituent la plus éloquente des réponses au reproche de l'honorable auteur du projet. Pour contester leur valeur, il faudrait bien accuser les universités, toutes les universités, de se faire les complices de la « complaisance » des établissements moyens.

Pour démontrer que les jurys actuels ont le courage d'imposer la douloureuse sanction du refus du certificat, M. l'abbé Charlier va plus loin et il veut bien nous donner les chiffres de l'Institut Saint-Louis à Bruxelles. En 1922-1923, pour 45 rhétoriciens, 8 certificats ont été refusés. En 1921, pour 45 élèves, 5 refus. En 1920, pour 43 élèves, 7 refus.

« Nous sommes loin de la complaisance ! »

* * *

Les partisans de la réforme invoquent également l'enquête faite par M. Gravis, ancien recteur de l'Université de Liège.

Des 644 professeurs d'université et d'enseignement moyen, qui ont participé à son referendum, 80 % ont demandé l'établissement d'un examen de maturité.

Les conditions, dans lesquelles ce referendum a été organisé, sont suffisamment connues par la guerre à coups de brochures qu'il a provoquée. L'épreuve, sur laquelle était basée la consultation de M. Gravis, s'adressait surtout à la mémoire et était conçue de telle façon qu'un étudiant ordinaire ne pouvait l'affronter.

De plus l'abstention complète de l'enseignement libre enlève à ce referendum sa valeur démonstrative.

On pourrait dire la même chose des avis des Conseils de Perfectionnement dont l'autorité est amoindrie par la représentation insuffisante hors de toute proportion des établissements libres.

L'enseignement officiel compte 31 athénées et collèges avec une population de 8,536 élèves, l'enseignement libre 117 établissements avec 29,077 élèves.

Sur les 10 membres effectifs du Conseil de Perfectionnement de l'enseignement moyen, l'enseignement officiel a 9 représentants et l'enseignement libre, un seul.

Rien de plus discutable d'ailleurs, à moins d'être unanime, que le verdict sur cette question, dont les éléments mêmes provoquent si facilement un jugement subjectif. Si le but de l'enseignement moyen est la culture générale de l'esprit, la maturité intellectuelle, l'aptitude aux études universitaires, doit-on s'étonner des avis totalement différents dans la constatation, si ce but est atteint? Ajoutez à cela la tendance au dénigrement, dont nos pédagogues ne sont pas plus exempts que nos autres concitoyens et on ne s'étonnera plus de ce que le régime des humanités ait oscillé pendant tout un siècle entre la liberté excessive et le contrôle exagéré. Cela suffit pour expliquer ce qu'on a appelé la « balançoire belge ».

*
* *

Nous croyons d'ailleurs que le courant d'opinion que l'auteur du projet croit constater dans les milieux d'enseignement est très localisé. Les professeurs d'université sont loin d'être unanimes pour demander le renforcement de la barrière et pour se plaindre du rendement intellectuel chez les étudiants universitaires.

M. le Ministre Destrée leur ayant demandé leur avis en 1921, voici la réponse des facultés de Médecine et de Philosophie et Lettres de Louvain :

« Aucun intérêt général ne demande d'exiger plus que le certificat. Le régime actuel a donné de bons résultats; il faut le garder. Au point de vue intellectuel, nos étudiants actuels se trouvent au même niveau que leurs aînés; les preuves sont là dans les résultats des concours universitaires, des concours pour les bourses de voyage, dans les études qui paraissent dans les revues scientifiques. »

Les rapports triennaux sur l'enseignement supérieur des années 1892 à 1909, témoignent que les résultats sont restés sensiblement les mêmes. En même temps, les rapports triennaux sur l'état de l'enseignement moyen déclarent, d'une façon générale et constante, que l'enseignement est en progrès quant à

ses méthodes et à ses résultats. « Pendant longtemps, dit M. Collard, le concours universitaire était mort; depuis la loi de 1890, il est ressuscité, il montre une vitalité qu'il n'a jamais connue. Les jeunes gens qui prennent part au concours des bourses de voyage, sont si nombreux, que le nombre de bourses est tout à fait insuffisant. »

D'ailleurs, à vouloir fixer la part de responsabilité des deux enseignements, du moyen et de l'universitaire, dans la prétendue déchéance des études on en est venu à faire le procès des méthodes universitaires elles-mêmes.

Nous pourrions citer ici le jugement sévère de M. Slosse, qui, dans l'*Éducation nationale* (décembre 1920), accuse l'allure générale de l'enseignement universitaire de verbalisme et de dogmatisme.

Mais notre collègue, M. Gollier, a fait cette critique d'une manière plus caustique et plus originale en donnant la parole au « cancre », cette institution permanente de tout enseignement, tant moyen qu'universitaire et le grand coupable du débat qui divisera toujours le monde enseignant. Voici comment le cancre après avoir conté « son martyre » au collège, exalte son enthousiasme pour l'enseignement universitaire :

« Mais l'Université. Quelle terre promise! Liberté absolue, plus de devoirs ni de leçons, plus d'interrogations, aucune entrave au développement harmonieux de notre nature innocente. Mon professeur ne connaît pas mon nom. Sait-il seulement que j'existe, depuis trois ans que j'use mes culottes sur les bons vieux bancs paternes, à qui seuls je suis à charge? Avec cela le travail intellectuel supprimé, remplacé par un travail manuel de copiste dont les doigts trottent, trottent, pour prendre le cours généreusement dicté de la première à la dernière ligne. Pour les défaillances de la main j'ai la ressource du cahier de mon voisin, qui possède le cours pris par son père, il y a vingt-cinq ans; car la pensée professorale s'est comme nouée, cristallisée depuis un quart de siècle.

» Ah! certes! Rien ici ne rappelle le collège! Fini le travail obligatoire, oubliées les méthodes actives qui forcent à penser, perdu dans la nuit des temps le souvenir de ces maîtres, pédagogues forcenés, opinâtres à vous enfoncer une idée dans la tête. Ici, tout respire la paix, la sérénité, *l'otium cum dignitate*. Les professeurs ne sont plus évidemment soumis aux règles et aux méthodes pédagogiques d'un enseignement inférieur. Ils planent. Ils s'élèvent jusqu'en des régions inaccessibles, royaumes des aigles et des nuages, où nous n'avons aucun dessein de les suivre, naturellement, où ils ne songent même pas à nous introduire. C'est le cours pour le cours, non pour l'élève, la science pour la science. Ou bien, comme ce chargé de cours très savant, qui a horreur des synthèses et pour qui l'esprit philosophique est l'ennemi de la vraie science, le cours est un *catalogue* : des faits, des faits, toujours des faits, quatorze cahiers à 4 francs, de faits accumulés. Des faits à l'école de médecine, des faits, à l'école de droit, des faits partout comme à l'école professionnelle. Rien de plus simple. Notre bonne vieille mémoire travaille du matin au soir. Notre intelligence n'est jamais inquiétée. Elle est passive. Libre à elle de fonctionner en dehors des cours et loin des maîtres. N'est-ce pas l'idéal? Quand je vous le disais que l'Université est la terre promise en comparaison du bague de l'athénée ou du collège. »

Voilà de quoi venger beaucoup d'universitaires du supplice de tant de cours sans intérêt et sans vie et du fébrile « blocage de tuyaux », à l'échéance de l'examen.

Avant de chercher quel est le grand coupable de nos trois enseignements, tâchons de rétablir l'équilibre du haut en bas de l'échelle et voyons si aux degrés primaire, moyen et supérieur la surcharge des matières, toujours plus étendues, ne dépasse pas la réceptivité intellectuelle de l'enfant, de l'adolescent, du jeune homme.

L'exemple des pays voisins.

On a fait grand état de l'exemple des pays voisins, où il existe un examen d'admission aux études supérieures.

Cependant, hormis la France, ces pays possèdent un régime qui se rapproche plus de l'examen intérieur que de l'examen d'entrée à l'université : les professeurs de l'établissement constituent la majorité dans les jurys d'examen.

En Suisse, les établissements cantonaux délivrent des certificats de maturité, mais les universités sont généralement représentées dans la Commission de maturité, qui comprend le directeur et les professeurs de l'établissement.

En Hollande, les gymnases publics et privés agréés délivrent des certificats et la Commission d'examens est composée de professeurs de l'établissement et de professeurs d'université délégués par le Gouvernement. Le programme de ces examens est très étendu; c'est le véritable examen de connaissances.

En Allemagne, les gymnases, realgymnases et Oberrealschulen, délivrent des certificats après un examen très complet et sévère. Le jury est composé du directeur et des professeurs de l'établissement et d'un délégué du Gouvernement. En fait, la présence de ce dernier n'est pas toujours observée.

En Angleterre, on tente seulement maintenant de mettre de l'unité dans les conditions d'admission à l'université. Les étudiants qui apportent un certificat attestant qu'ils ont subi une épreuve équivalente à l'examen d'admission en sont dispensés. En Écosse, ces certificats sont contrôlés par l'*Entrance Board*.

En France, nous avons le baccalauréat, un aîné du régime proposé, auquel on ne prédit plus une longue existence, au moins dans son état actuel : ses multiples inconvénients ne proviennent pas seulement de son influence néfaste sur les études de rhétorique, mais aussi de la différence d'appréciation entre les dix-sept académies, chargées de cette épreuve, les unes péchant par excès d'indulgence et les autres par excès de sévérité. Il y a des candidats-bacheliers qui traversent une bonne partie de la France pour se présenter devant une académie réputée pour ne donner que des auteurs faciles !

Ce n'est certes pas l'exemple des pays voisins qui doit nous amener à bouleverser un régime qui a fait ses preuves chez nous.

Le Maintien du Certificat.

MISE AU POINT DU RÉGIME ACTUEL.

Dans son exposé des motifs, M. Nolf propose de maintenir le certificat homologué d'études moyennes en ces termes : « Supprimer celui-ci serait lever l'obligation de parcourir le cycle entier des études moyennes du degré supérieur

et, comme on l'a fait remarquer très justement, risquer de ruiner les humanités... Il présente le grand avantage de consacrer l'importance des études moyennes. »

Le projet de M. Destrée lui conservait également la première place, et de même que M. Nolf, prévoyait des garanties sévères pour suppléer à son défaut.

D'ailleurs, tous les Esculapes, qui ont ausculté notre enseignement dans les derniers temps, prévoient le maintien du certificat, qui, depuis la fondation de notre indépendance, a plus de 60 années de bons services à son actif, plus que tous les autres régimes réunis, ce qui n'est pas le moindre argument en sa faveur.

Ses grands avantages sont d'avoir développé la vertu formatrice des études moyennes en rétablissant la liberté des méthodes; d'avoir servi l'indépendance des professeurs tout en augmentant leur prestige; d'avoir donné à l'élève son seul bon juge, son professeur, celui qui lui a inculqué une part de sa personnalité et qui a modelé son esprit et son cœur pendant plusieurs années; d'être ainsi le véritable couronnement de ces études. Tous ces bienfaits de la loi de 1890, que Frère-Orban célébrait déjà en 1876 et d'autres avant lui, ne sont pas encore dénoncés par les plus fougueux pédagogues, même en pleine fièvre de dénigrement.

Le projet actuel, sacrifiant l'accessoire au principal, veut renforcer la sanction du certificat d'une manière négative par une nouvelle barrière, qui doit arrêter quelques unités de plus au seuil de l'université. Mais ses partisans oublient peut-être qu'ils diminuent d'autant et de bien plus l'efficacité de la sanction existante : dès leur entrée en rhétorique les futurs universitaires, de même que les futurs bacheliers en France, feront un départ des matières enseignées : celles qu'on peut demander pour l'épreuve de maturité et celles qu'on ne demandera pas; ils négligeront obstinément ces dernières, l'éclat de l'examen de sortie et du certificat pâlisant comme la lumière de la lanterne, derrière laquelle vient de surgir un puissant phare électrique.

Cette considération a amené plusieurs membres de votre Commission à chercher la solution du débat dans une mise au point du régime existant, entre autres dans un renforcement des examens de passage d'une classe à l'autre.

La barrière au point de vue social.

LES EXAMENS DE PASSAGE.

Une seconde considération s'impose ici. On a célébré un des effets négatifs de la barrière nouvelle, celui d'arrêter les incapables « les fruits secs » au seuil de l'université.

Est-ce un si grand bien au point de vue social d'arrêter à 17 ou à 18 ans, quand ils ont fait six années d'humanités, les élèves qui veulent faire leur carrière en passant par l'université ?

Ils ont consacré le meilleur de leur temps, la période la plus fertile de leur vie

d'étudiant à l'étude du grec et du latin et à d'autres branches destinées à former leur éducation intellectuelle et non à les munir de connaissances pratiques pour la vie. Ils éprouvent alors le besoin irrésistible d'avancer, pour établir sur le fond ainsi préparé les connaissances spéciales qui leur assureront la carrière choisie. Quelques-uns sont arrivés là, Dieu sait au prix de quels efforts de l'élève, de quels sacrifices des parents !

Est-ce à ce moment, qu'à la suite d'une épreuve hasardeuse, il faut les arrêter net ou les condamner à un an de retard pour leur permettre d'invoquer la chance une seconde fois. N'oublions pas pour ces tenaces, qu'au même moment le service militaire les guette et les menace de suspendre leurs études pendant une autre année encore.

Comment résisteraient-ils au découragement, au dégoût ? N'allons-nous pas multiplier le nombre des carrières brisées, augmenter la légion des ratés et des dévoyés ?

La culture que donne les humanités peut être admirable en elle-même. Le malheureux qui doit affronter la vie muni du seul certificat d'humanités, et à qui son état de fortune n'assure pas une situation indépendante, n'en est pas moins à plaindre. Administration, industrie, commerce, tout lui est fermé, s'il ne se soumet à des épreuves nouvelles. Pour ces épreuves, ordinairement des concours où parfois des milliers de concurrents se disputent quelques centaines de places, — voyez les concours pour les chemins de fer, — il devra posséder plutôt des connaissances pratiques et spéciales, qu'il devra se procurer cette fois-ci par lui-même sans l'aide des maîtres, avec le vague concours d'un enseignement par correspondance ou autre, dont les dirigeants bien souvent ne font qu'exploiter ces malheureux.

S'il réussit, il peut espérer un de ces traitements de famine, qui lui permettra de fonder un foyer dix ans plus tard que ses compagnons de jeunesse, à qui la connaissance d'un solide métier, la possession d'un petit diplôme d'architecte, de dessinateur, de comptable, etc., assure à 20 ans une vie large et sûre. S'il ne réussit pas, il se joindra à la légion des aigris, des miséreux à faux-col et à veston râpés, qui s'estiment bons à tout et ne sont propres à rien, qui postulent une place quelconque, craignant de n'en trouver aucune.

A 19, à 20 ans on ne refait plus sa carrière et si on veut arrêter ces jeunes gens, qu'on le fasse plus tôt.

*
* * *

En les arrêtant plus tôt, on rendrait un service inestimable à d'innombrables jeunes gens qui, trop souvent, se fourvoient dans les humanités gréco-latines à cause du voisinage d'un collège, d'un athénée, d'un séminaire, à cause d'une bourse d'études peut-être, et qui, ni par leurs capacités, ni par leur vocation, ni par la situation sociale des parents, ne sont destinés aux études supérieures.

S'il y a un reproche de complaisance à faire au corps professoral et surtout à la direction de certains établissements, c'est de ne pas être assez sévères pour les examens de passage d'une classe à l'autre.

Un membre a émis l'avis que les examens d'entrée en quatrième et en troisième devraient être spécialement surveillés et entourés de plus de garanties.

Le passage dans ces classes lance définitivement l'élève dans la voie des études gréco-latines et des carrières universitaires; à ce moment il est encore possible, sans trop de pertes, d'imprimer à ses études une autre direction.

A la suite de ces examens de passage la direction devrait envoyer aux parents un avertissement sérieux, si les professeurs estiment que leur fils ne réunit aucune des conditions de succès pour réussir dans les carrières universitaires. Qu'on veuille surtout à ce que certains professeurs au lieu de cet avertissement ne fassent parvenir aux parents une proposition ouverte ou déguisée de mettre leur fils à la hauteur des autres élèves par quelques leçons particulières!

Si on enlève ainsi à certains élèves la chance d'une maturité tardive, on le fait au moment propice, à l'âge où ils peuvent encore refaire leur carrière, apprendre un bon métier, devenir un de ces spécialistes de second rang, qui manquent toujours à l'industrie, au commerce, à la finance. Par l'obtention d'un diplôme plus humble mais plus rémunérateur, ils deviendront des citoyens plus utiles et plus heureux.

* * *

Une suggestion que nous considérons comme excellente, c'est qu'on établisse pour chaque élève une fiche, un « livret scolaire », portant les résultats des examens de passage déjà subis et notant sa valeur à tous les points de vue. Ce livret suivrait l'élève à travers toutes les classes et tous les établissements qu'il pourrait fréquenter et porterait les données nécessaires pour le coter d'une manière sûre à tout moment décisif de ses études.

On pourrait également augmenter les garanties de sincérité des examens de sortie en les organisant d'une manière plus uniforme et en les rendant accessibles au public. La signature de tous les professeurs et de tous les membres du jury sur le certificat délivré rehausserait également son prestige par le nombre et la valeur des responsabilités engagées.

Enfin il fut proposé comme terrain d'entente de mettre tous les jurys des athénées et des collèges sous la présidence d'un membre étranger au corps professoral, un magistrat, un inspecteur, un professeur d'université.

* * *

Votre Commission n'a pas voulu donner une forme définitive à ces différentes propositions.

Comme elle se trouvait en présence de deux thèses opposées, elle a préféré attendre que la Chambre se soit prononcée en faveur de l'une d'elles : ou bien le maintien du *statu quo* avec éventuellement une mise au point ou bien le projet de M. Nolf, que la majorité de votre Commission considère comme un bouleversement de la loi actuelle et qu'elle rejette dans la crainte de faire une fois de plus de notre enseignement moyen un champ d'expériences.

Car elle estime que le projet de l'honorable Ministre des Sciences et des Arts, malgré sa conception prudente, au lieu de renforcer la barrière qui garde le seuil de l'université, change sa nature; par la répercussion que cette réforme peut avoir sur les études, elle peut altérer leur caractère et nuire gravement à leur efficacité pour assurer la culture générale, finalité première des humanités.

Le Rapporteur,
EM. BLAVIER.

Le Président,
EM. BRUNET.

NOTE DE LA MINORITÉ

I

La minorité de la Section centrale partage, au sujet de l'examen d'admission à l'Université, l'avis exprimé, au nom de l'unanimité des membres de la Commission, par le rapporteur des projets de Budget pour 1922 et 1923 (session de 1921-1922, *doc.* n° 290 ⁽¹⁾, session de 1922-1923, *doc.* n° 159 ⁽²⁾).

Le 2 février 1922, M. Destrée, s'inspirant d'ailleurs des conclusions du Conseil de perfectionnement de l'enseignement supérieur, déposait à la Chambre une proposition instituant un examen de maturité. Le but de cet examen était de vérifier le degré de développement intellectuel des élèves au sortir des études moyennes. L'examen devait être subi devant un jury composé uniquement de professeurs d'université. Il comprenait une composition française ou flamande, une interrogation sur cette composition, une interrogation sur une langue moderne, des épreuves écrites sur deux matières déterminées et sur une troisième matière choisie par le récipiendaire et sur une quatrième matière indiquée par le sort.

Il portait donc en réalité sur les matières essentielles de la rhétorique. Un arrêté royal devait fixer le programme de ces matières.

La proposition fut favorablement accueillie au Parlement. Dans le rapport qu'il fit, au nom de la Commission des Sciences et des Arts de la Chambre, M. Gollier s'exprime comme suit : « Le souci de la vérité nous oblige à dire que la grande majorité du monde universitaire appelle de tous ses vœux une réforme. »

Et il continue :

« Nous demandons à M. le Ministre des Sciences et des Arts qu'il saisisse de la question l'enseignement supérieur et l'enseignement moyen tant officiel que

(1) *La Commission spéciale (1922)*, présidée par M. Brunet, était composée : 1° des membres de la Commission permanente de l'Intérieur, de l'Enseignement, des Sciences et des Arts : MM. Brunet, président, Amelot, Blavier, Boone, Cocq, Debruyne (René), Destrée, Doms, Flagey, Heyman, Huysmans, Max, Melckmans, Ramaekers, Rombauts, Souplit; — six membres nommés par les sections : MM. Gollier, Souplit, Ramaekers, Sinzot, Van Dievoet, Verachtert.

(2) *Composition de la Commission spéciale pour 1923* : a) Les membres de la Commission permanente de l'Intérieur, de l'Enseignement, des Sciences et des Arts : MM. Brunet, prés., Doms, Flagey, Gollier, Huysmans, Max, Melckmans, Ramaekers, Rombauts, Siffer, Souplit; — b) six membres nommés par les sections : MM. Jourez (L.), Van Hoeck, Marck, Delaunoy, Gollier, Ramaekers.

libre. Nous inclinons à croire que la question des modalités de l'examen de maturité ne peut être mieux résolue que par une Commission spéciale où les différents groupements pédagogiques seraient représentés selon leur importance. »

Dans son rapport sur le budget du Ministère des Sciences et des Arts pour 1923, M. Gollier revient sur la question :

« Malgré les inconvénients pédagogiques que la discussion a mis en lumière, dit-il, mais qui peuvent facilement être écartés par des amendements judicieux, le projet DESTAËRE, dans sa disposition essentielle, respecte l'indépendance pédagogique de l'enseignement moyen, tout en donnant aux universités, jalouses de leur autonomie, un droit légitime : celui de procéder elles-mêmes au choix de leurs élèves.

» Cette considération a eu raison de toutes les objections et, à l'unanimité, votre Commission s'est ralliée au projet d'examen d'entrée. »

Il résulte du texte même de ce rapport que le Conseil de la Fédération de l'enseignement libre s'est rallié à la proposition de constituer une commission spéciale qui serait chargée d'examiner les modalités de l'examen de maturité. C'est, écrit le Conseil de la Fédération, une formule de bon sens et de justice.

Créée par arrêté du 3 mars 1923 et composée de professeurs des quatre Universités et d'un nombre égal de représentants (1) de l'enseignement moyen officiel et libre, la Commission aboutit aux conclusions suivantes :

Elle se prononce d'abord à l'unanimité sur la nécessité d'assurer pour l'entrée à l'Université une garantie plus forte que celle du certificat. Elle propose également d'organiser un examen d'entrée à l'Université que l'on subirait après l'homologation du certificat d'études moyennes complètes ou après une épreuve préparatoire tenant lieu de ce certificat. Elle est unanime à demander que les professeurs de l'enseignement moyen officiel ou libre soient représentés à concurrence d'un tiers au moins dans le jury d'admission. Cette proportion pourrait d'ailleurs être aussi largement dépassée que le voudraient les Universités responsables du fonctionnement du jury. La Commission demande formellement que, pour cet examen comme pour les autres épreuves universitaires, les Universités conservent leur entière liberté et qu'elles choisissent elles-mêmes les membres du personnel des athénées et collèges qui seront appelés à collaborer à l'examen d'admission.

Il est bien entendu que l'examen d'entrée à l'Université sera, selon le vœu de la Commission des Sciences et des Arts, une épreuve de maturité de caractère général avec, cependant, une légère différenciation selon les études universitaires auxquelles les récipiendaires se destinent.

Il s'agit en effet d'éviter les inconvénients que comporterait un examen de

(1) Cette Commission était composée de MM. le chanoine Blampain, Bordet, De Lannoy, Ghuyts, Gravis, M^{re} Lideuze, M. Mayence, le R. P. Pickery, MM. Pirenne, Smits et Stassart.

connaissances dont le programme serait déterminé uniformément pour tout le pays et qui pèserait sur les élèves pendant leur année de rhétorique.

C'est de ces conclusions que s'est inspiré le Ministre des Sciences et des Arts pour la rédaction du projet actuellement soumis au Parlement. Ce projet prévoit la participation des professeurs de l'enseignement moyen à l'examen d'admission et il allège le programme des épreuves prévu au projet de M. DESTRÉE.

La proportion des membres de l'enseignement moyen appelés à faire partie du jury d'admission est d'un tiers au moins. Le Ministre a déclaré à la Section centrale qu'il est tout disposé à augmenter cette proportion et à laisser aux Universités la responsabilité de l'épreuve et la désignation des professeurs de l'enseignement moyen qui feront partie du jury. Il a consenti à limiter le programme pour le latin aux auteurs de la rhétorique et pour les mathématiques au programme de la rhétorique de l'établissement où les études ont été faites, pourvu que le programme soit admis par le jury d'homologation.

Le projet présenté par le Ministre des Sciences et des Arts diffère encore de la proposition de M. DESTRÉE :

- 1° En ce qu'il impose aux jeunes gens qui veulent faire des études de droit, la fréquentation du cours d'humanités gréco-latines ;
- 2° En ce qu'il leur impose également à l'examen de maturité une version grecque et en ce qu'il impose aux élèves qui se destinent aux études d'ingénieur, la fréquentation d'un cours d'humanités latines.

Il semble que le projet améliore considérablement la proposition de M. Destrée dans le sens des observations présentées par M. Gollier au nom de la Chambre et par la Commission spéciale instituée à la demande du Parlement.

II

La minorité de la Section centrale pense que le projet doit être approuvé pour les raisons suivantes :

- 1° Le régime actuel n'est pas satisfaisant.

Le régime du certificat délivré par le chef de l'établissement d'enseignement moyen où le futur étudiant a fait ses humanités, ne donne pas de garanties suffisantes. C'est l'avis du Conseil de Perfectionnement de l'enseignement supérieur où sont représentées les quatre Universités et l'École des Mines de Mons. C'est aussi l'avis des Universités consultées en 1920-1921. Elles se sont prononcées en faveur de l'examen d'admission :

Bruxelles et Liège, à l'unanimité ; Gand à une forte majorité ; à Louvain, deux facultés étaient favorables à l'organisation d'un examen d'entrée à l'Université, une troisième faculté préférerait un examen à l'athénée ou au collège, la faculté de philosophie et lettres, le statu quo.

Le Conseil de Perfectionnement de l'enseignement moyen s'est également rallié à la proposition Destrée amendée dans le sens d'une représentation des

professeurs de l'enseignement moyen dans le jury d'examen. La Fédération de l'enseignement moyen libre ne paraît pas non plus entièrement satisfaite du régime actuel, car elle a suggéré l'organisation d'un examen de sortie à l'intérieur du collège (voir BLAMPAIN : *L'enseignement moyen et la loi de 1890-1891*, pp. 61-62).

Le régime actuel donne lieu à des abus parce que :

1° Le chef de l'établissement d'enseignement moyen émet au sujet de la valeur des études moyennes faites par le récipiendaire et au sujet de l'aptitude de celui-ci à suivre les cours d'enseignement supérieur, une appréciation toute subjective et qui ne peut être réglementée ;

2° Les passages de classe se font trop facilement. Il n'est pas possible que l'État donne des règles à ce sujet aux établissements libres et conséquemment il est dans l'impossibilité de réglementer comme il le faudrait les passages de classe dans les établissements de l'État qui se trouveraient autrement dans une situation défavorable vis-à-vis des établissements libres ;

3° Les changements d'établissements facilitent les abus ;

4° Les bons établissements souffrent de la concurrence que leur font les établissements d'ordre inférieur.

Le système est d'ailleurs mauvais en soi parce qu'il confie au chef de l'établissement d'enseignement moyen, directement intéressé, le soin de se prononcer, et sur la valeur des études moyennes et sur l'aptitude des élèves.

III

Dans tous les pays qui nous entourent, il existe un examen d'admission aux études supérieures :

1° En Hollande, il y a trois catégories de gymnases :

- a) Les gymnases publics ;
- b) Les gymnases privés agréés pour la délivrance des certificats ;
- c) Les gymnases privés non agréés.

Les établissements des deux premières catégories délivrent des certificats.

Les élèves des établissements de la troisième catégorie doivent subir l'examen devant un jury central.

Composition de la Commission d'examens :

- a) et b) Les professeurs de l'établissement et des délégués du Gouvernement (3 d'ordinaire), professeurs d'Université, spécialistes en langues anciennes, en langues modernes, en sciences ;
- c) Inspecteur des gymnases, président, recteurs et professeurs des gymnases publics et privés, membres.

Les matières de l'examen pour la théologie, le droit et les lettres sont :

1. — **LANGUE ET LITTÉRATURE GRECQUES :**

- a) La traduction et l'explication de prosateurs (par exemple : Xénophon, Lysias, Isocrate, Hérodote) et la poésie épique;
- b) La traduction de prosateurs plus difficiles (par exemple : Platon et Démosthène) ou de poètes dramatiques.

Le choix entre *a* et *b* est réservé au recteur du gymnase.

2. — **LANGUE ET LITTÉRATURE LATINES :**

- a) La traduction et l'explication de prosateurs (par exemple : Cicéron, Salluste, Tite-Live) et de poètes faciles (par exemple : Ovide, Tribulle, l'Énéide de Virgile);
- b) La traduction de prosateurs ou poètes plus difficiles par exemple. Horace, Lucrèce, morceaux détachés de Tacite, de Sénèque le Philosophe.

Les parties des auteurs traduites et expliquées en classe ne sont pas reprises à l'examen. Les élèves ne peuvent pas se servir des livres dont ils ont fait usage en classe. Les mots et les expressions particulièrement difficiles des textes à traduire sont expliqués par les examinateurs avec le consentement des délégués du Gouvernement.

Le choix entre *a* et *b* est réservé au recteur.

3. — **NÉERLANDAIS ET HISTOIRE :**

- a) Une rédaction en néerlandais.
- b) L'histoire nationale et l'histoire contemporaine.

4. — **LANGUES ÉTRANGÈRES (*français, allemand, anglais*) :**

Une version d'un prosateur ou d'un poète facile.

5. — **MATHÉMATIQUES :**

- a) L'algèbre jusqu'à et y compris les équations du 2^e degré.
- b) La géométrie jusqu'à et y compris la stéréométrie.

Pour les sciences et la médecine les matières sont :

1. — a) (Ci-dessus).

2. — a) Id.

3. — Id. moins l'histoire nationale.

4. — Id.

5. — Id. et en plus :

- a) Les équations indéterminées du 1^{er} degré, les progressions arithmétiques et géométriques et les logarithmes.
- b) La trigonométrie plane et sphérique.

Condition pour l'obtention du certificat :

Les élèves sortant de la section littéraire doivent avoir mérité, au moins, la note 3 (satisfaisant) en grec et en latin. Les élèves de la section scientifique doivent avoir cette cote en mathématique, en latin et en grec.

En cas de désaccord sur le mérite d'un élève, ce sont les délégués du Gouvernement qui décident.

Contrôle des études :

Le contrôle des études dans les gymnases (publics et privés agréés) est aux mains de l'État dont les inspecteurs ont un droit illimité de surveillance en cette matière.

2° En Suisse, deux examens de maturité :

- a) L'examen de maturité subi devant les jurys constitués auprès des établissements cantonaux (publics).
- b) L'examen de maturité fédéral, pour les élèves n'ayant pas fait d'études dans des établissements.

Les établissements privés, bien qu'ils ne délivrent pas de certificats de maturité, sont cependant soumis à l'inspection.

En règle générale les Universités ne font pas subir d'examen d'entrée. Elles exigent le certificat de maturité et elles sont généralement représentées dans la Commission de maturité.

Voici à titre d'exemple le règlement de l'examen dans le canton de Vaux (collège classique cantonal) :

- 1° L'examen porte sur le français, le latin, le grec, l'allemand, l'anglais, les mathématiques, les sciences, l'histoire, la géographie, le dessin.
- 2° La Commission d'examen est composée de la manière suivante : le directeur de l'établissement et trois membres : le maître enseignant et deux experts. Ceux-ci sont nommés par le département.

3° Au Grand-Duché de Luxembourg :*1° Catégories :*

- a) Les élèves de l'athénée de Luxembourg et de Diekirch;
- b) Les élèves qui ont fait leurs études dans d'autres établissements peuvent être admis à subir l'examen de jury de Luxembourg ou celui de Diekirch.

2° Composition de la Commission d'examens :

Un délégué du Gouvernement, président, 6 membres nommés par le Gouvernement, dont 4 sont choisis en nombre égal parmi le personnel de l'athénée de Luxembourg et de l'athénée de Diekirch.

3° *Matières de l'examen :*

Épreuves écrites et orales sur les branches suivantes :

La doctrine chrétienne, les langues allemande, française, latine et grecque, les mathématiques, l'histoire, la géographie, la physique et la chimie (pour ces cinq dernières branches, matière de la dernière classe).

4° *Conditions pour l'obtention du certificat :*

La décision de la Commission se base sur le résultat de l'examen et sur l'appréciation trimestrielle des professeurs de la dernière classe. Si le résultat général est insuffisant, il y a lieu de prononcer le rejet ou l'ajournement.

4° En Allemagne. Épreuve de maturité :

1° a) *Gymnases. — Realgymnases. — Oberrealschulen.*

b) *Études privées.*

Les établissements a) peuvent délivrer des certificats. Les élèves de la catégorie b) peuvent subir l'examen devant les jurys des établissements publics avec l'autorisation du Gouvernement.

2° *Composition du jury :*

Des professeurs de l'établissement, le chef de l'établissement et un délégué du Gouvernement.

3° *Matières de l'examen :*

a) *Gymnases :*

Épreuve écrite : allemand, thème latin, version grecque, traduction en français, mathématiques et physique (4 jours).

Épreuve orale : explication d'auteurs grecs et latins que les élèves n'ont pas lus en classe, auteurs français, histoire, algèbre, géométrie, trigonométrie.

b) *Realgymnases :*

Épreuve écrite : allemand, français, anglais, latin, algèbre, géométrie, trigonométrie, géométrie descriptive, physique, chimie, minéralogie (4 jours).

Épreuve orale : auteurs latins, français, anglais, histoire, mathématiques (1^{re} classe).

c) *Oberrealschulen :* épreuve analogue à b) sauf en ce qui concerne le latin.

4° *Conditions pour l'obtention du certificat :*

Le certificat doit être refusé à celui qui a obtenu la note « insuffisant » dans

deux branches et à celui qui ayant obtenu cette note en une branche n'a dans aucune autre branche obtenu une note supérieure à « satisfaisant ».

Le Président a droit de veto suspensif. Lorsqu'il en use, c'est le Ministre qui décide.

5° En Angleterre. — Examens d'admission aux Universités anglaises :

a) Épreuves d'admission imposée par les Universités :

Il existe dans toutes les universités anglaises, des épreuves d'entrée contrôlant la préparation intellectuelle des candidats.

Le minimum de matières généralement imposé est l'anglais, les mathématiques, le latin et souvent une autre langue.

Exemptions :

Des exemptions peuvent être accordées aux candidats qui apportent la preuve qu'ils ont subi des examens équivalents.

b) *Institution de certificats d'études moyennes par le Board of education.*

On tente d'obtenir l'équivalence des examens d'admission aux universités et des épreuves du *School certificate* et du *Higher certificate*, fondées en 1918 par le *Board of education* (Ministère de l'Instruction) après entente avec les Universités du pays. Ces deux examens de valeur différente peuvent être passés devant des jurys attachés à chaque université. Un schéma de programme a été établi de commun accord. Le *Board of education* s'entend avec le *Secondary School Examination Council*, représentant l'enseignement secondaire, pour coordonner les programmes et assurer une égalité d'appréciation.

Régime analogue en Écosse. — En Écosse, par ordonnance du 31 décembre 1918, le pouvoir d'examiner les certificats d'études moyennes est délégué par les quatre Universités à un jury appelé *Entrance Board*. Les candidats non munis d'attestations passent comme autrefois une épreuve d'entrée devant le *Joint Board of Examiners for the Scottish Universities*.

Régime analogue en Irlande. — En Irlande, les Universités acceptent le certificat supérieur délivré par l'*Intermediate Education Board of Ireland*.

6° En France :

Baccalauréat :

Les examens du Baccalauréat sont subis devant les Facultés des lettres et des sciences au siège des Universités et dans les villes désignées par le Ministre. Les jurys sont composés : 1° des membres de la Faculté des lettres et de la Faculté des sciences ; 2° de professeurs en exercice ou honoraires de l'enseignement secondaire public, agrégés ou docteurs, désignés par le Ministre.

Les épreuves sont les unes écrites, les autres orales. Les épreuves écrites sont

éliminatoires. Le bénéfice de l'admissibilité aux épreuves orales, après l'échec à ces épreuves, est acquis aux candidats pour les deux sessions suivantes à la condition qu'ils se présentent pour réparer échec, devant la Faculté où ils l'ont subi.

Il est tenu compte pour l'admissibilité et pour l'admission des renseignements contenus dans les livrets scolaires (places et cotes des compositions, appréciations des professeurs). Lorsqu'un candidat produit devant le jury un livret scolaire, il ne peut être ajourné, soit après l'épreuve écrite, soit après l'épreuve orale, sans que son livret ait été examiné dans la délibération par laquelle le jury prononce sur l'admissibilité ou sur l'admission. Mention en est portée sur le livret et la feuille d'examen.

Les épreuves du Baccalauréat sont divisées en deux parties. Nul ne peut se présenter aux épreuves de la deuxième partie qu'après avoir subi avec succès celles de la première. Aucune dispense n'est accordée. L'intervalle compris entre la session d'octobre-novembre et celle de juillet-août compte pour une année.

Les candidats à la première partie peuvent choisir, au moment de leur inscription, entre les quatre séries d'épreuves latin-grec, latin-langues vivantes, latin-sciences, sciences-langues vivantes.

La valeur de chaque épreuve est exprimée par une note variant de 0 à 20. Le coefficient de la version latine est 2, celui de la version grecque et celui de l'explication latine 1, celui de l'explication grecque 1.

Pour être admis, les candidats doivent avoir obtenu la moitié du nombre maximum des points.

7° En Italie :

Précédemment les établissements d'enseignement moyen, les gymnases et lycées royaux délivraient des diplômes de fin d'études et les établissements assimilés avaient également leurs diplômes, attribués après simple examen intérieur devant un jury présidé par un « Commissaire » de l'enseignement officiel (généralement professeur d'université ou inspecteur).

Une réforme récente se propose surtout d'égaler le niveau des études et de provoquer l'émulation entre établissements publics et privés par l'institution d'examens d'État uniformes. A cet effet, tous les établissements d'enseignement moyen ne peuvent admettre d'élèves qu'après un examen d'entrée. Cet examen est unique pour les divers types d'établissements du degré moyen.

L'enseignement secondaire comporte trois examens importants : d'abord pour l'admission : *a*) au cycle supérieur du gymnase (IV^e gymnasiale); *b*) au lycée (le lyceale); et enfin comme sanction des études (examen de maturité) donnant accès à l'enseignement supérieur.

Note. — *Gymnase classique*, deux cycles : inférieur (classes de première, deuxième et troisième); supérieur (classes de quatrième et cinquième).

Lycée classique : trois années (a pour but de préparer aux universités).

Le programme de ces examens est compris d'une manière large. On s'efforce surtout d'obtenir des garanties d'intelligence, de culture et de goût en éliminant tout formalisme.

*
* *

Ainsi tous les pays voisins ont établi l'examen.

Peut-on soutenir qu'en Belgique, sous le régime du certificat d'études, les études moyennes du degré supérieur ont atteint des résultats meilleurs que dans les pays dont nous venons de parler. Nous ne le pensons pas. Nous croyons, au contraire, que depuis 1890 les résultats de ces études ont notablement baissé. Il suffit pour s'en convaincre de constater qu'en rhétorique on en est venu à abandonner le discours latin et les vers latins, exercices qui apparaissent dépasser de trop loin les capacités moyennes des élèves actuels.

La minorité de la Section centrale estime qu'il est grand temps de réagir contre le laisser-aller actuel, qui finirait par compromettre la culture générale de la nation.

Elle estime que le projet respecte parfaitement les droits de l'enseignement libre.

L'examen tel qu'il est conçu ne constituera, d'ailleurs, pas un réel obstacle pour un élève de force moyenne.

Il est trop tard, dira-t-on, pour arrêter les jeunes gens à la fin de la rhétorique. On en fait des déclassés. Je réponds que le danger est plus grand si, au lieu de les arrêter à la fin de la rhétorique, on ne les arrête qu'après l'année des études universitaires.

Le projet de M. Blavier qui consiste à organiser à la fin de la quatrième un examen « qui lance définitivement l'élève dans la voie des études gréco-latines et des carrières universitaires » n'est pas acceptable, parce que l'élève à qui, après sa quatrième, on aurait donné en quelque sorte par anticipation un diplôme d'entrée à l'université, serait privé de tout stimulant dans ses études. D'autre part, il est fort difficile et très dangereux de vouloir classer définitivement en « aptes » ou « inaptes » aux études supérieures, des jeunes gens de moins de 14 ans.

Enfin que devient le principe de la liberté de l'enseignement moyen si au cours des études moyennes, l'on impose un examen sous la surveillance du Gouvernement et dont les modalités sont réglées par l'administration. L'on pourrait concevoir qu'un examen de l'espèce fut organisé, mais ce ne serait qu'une première épreuve et elle devrait être complétée par une deuxième épreuve à la fin de la rhétorique.

V

Le projet rend le *latin obligatoire* pour tous ceux qui veulent entreprendre des études universitaires. Cette disposition est très importante dans un pays où par suite de la coexistence de plusieurs langues, l'enseignement de la langue maternelle ne peut être considéré comme un élément suffisant d'union nationale.

Le contact des deux enseignements.

L'on ne peut surévaluer l'influence des rapports qui s'établiront grâce aux examens d'admission entre les professeurs d'athénées et de collèges et les professeurs d'universités.

Ce sera tout avantage pour les deux enseignements et pour le Pays.

J. RENKIN.

(98)

(N^o 71)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 DECEMBER 1924.

Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 5 tot 12 der wet
van 10 April 1890-3 Juli 1891 en tot instelling van een toelatingsexamen
tot de universitaire studiën.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **BLAVIER**.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp van den Heer Minister van Wetenschappen en Kunsten brengt het vraagstuk van de toelating tot de universitaire studiën voor de zevende maal voor de Kamer.

In afwachting dat het in het Parlement ter sprake komt, en juist zooals het ontwerp van den heer Destrée in 1922, deed het in de pers en in de pedagogische middens hevige polemieken ontstaan en stelde het de meest ontwikkelde geesten tegenover elkander. Zooals E. P. Pichery heeft gezegd : « De diplomaten zullen nooit de verveling kennen; voor hen zal altijd het Oostersche vraagstuk bestaan. De meesters in de pedagogie hebben hun niets te benijden, voor hen zal altijd de kwestie van de humaniora blijven bestaan. »

De beprekingen in de Kamerafdeelingen en in de Middenafdeeling hebben bewezen welk groot belang men hecht aan alles wat het onderwijs betreft, en hoe men bekommerd is, na de groote oorlogsberoering, met het intellectueel en moreel vermogen van het land. Een andere vaststelling : ondanks het bestaan in ons land van een tweevoudig onderwijs, het officieel en het vrij onderwijs, is de meerderheid voor de eene of de andere van beide stellingen onafhankelijk van de partijgroepering. Evenzoo bevonden wij in 1890, dat de heeren Woeste en Helleputte, samen met de heeren Frère Orban en Saintelette, in de kwestie van de

(1) Wetsontwerp n^o 237 (1923-1924).

(2) De *Middenafdeeling* voorgezeten door den heer Brunet, bestond uit de heeren De Bruycker, de Wouters d'Oplinter, Renkin, Golenvaux, Poncelet en Blavier.

getuigschriften, strijd voerden tegen de heeren Cartuyvels en de Smet de Nayer, die krachtig werden gesteund door de leden van de linkerzijde.

De kwestie van het toegangsexamen tot de Universiteit, heeft eene omvangrijke geschiedenis. Eenige datums uit de parlementaire geschiedenis van de vorige eeuw, zullen bewijzen welke kansen de voorstellen van Minister Nolf hebben om aan dit vraagstuk eene blijvende oplossing te geven.

In 1828 reeds vroeg de Minister van Binnenlandsche Zaken der Nederlanden aan de Commissie voor de Hervormingen « welke maatregelen zouden kunnen getroffen worden om tot de universiteiten alleen jongelingen toe te laten, die voldoende waren voorbereid ».

In 1830, stelsel van het getuigschrift. In 1835, vrije toegang tot de Universiteit.

In 1849, stelsel van dwang door het inrichten van de proeve van Universiteitsleerling, overladen programma, al te streng examen, eerste tijdperk van het graduaat. In 1855 afschaffing van het graduaat, vier jaar later vervangen door het getuigschrift of, bij ontstentenis daarvan, door een toegangsexamen.

In 1861, tweede tijdperk van het graduaat. In 1876, afschaffing, en terugkeer tot de volstreekte vrijheid.

Het mag verwonderlijk heeten dat dit laatste stelsel, dat in den tegenovergestelden zin te ver ging, dertien jaar lang heeft geduurd, tot bij ingang van de wet van 1890-1891, die thans nog van kracht is, en die het getuigschrift heeft voorgeschreven, waaraan het nieuwe waarborgen heeft gevoegd.

Zoo schijnen de wetgevers, waarschijnlijk verblind door eene enkele zijde van het vraagstuk, van het eene uiterste in het andere te zijn gevallen. In 1849 beraadslaagde de Kamer over de verlenging van de wet van 1849, toen een volksvertegenwoordiger voorstelde den Universiteitsgraad eenvoudig af te schaffen : de kwestie werd zoo vlug behandeld dat zijn voorstel bijna doorging zonder bespreking.

Het argument voor de herinvoering van het toegangsexamen na eene periode van vrijheid, namelijk de zoogezegde zwakheid van ons middelbaar onderwijs, is reeds oud; de heer Collard noemt dat « het cliché dat men op elke bladzijde van de geschiedenis der pedagogie vindt sedert Rollin ».

« Assueta vilescent ». Wij zullen aan het streven naar verbetering de klachten toeschrijven én van de hoogleeraars, en van de leeraars van het middelbaar onderwijs, en zelfs van de studenten en de ouders, maar hier zooals overal zou dat « betere » kunnen schaden aan het « goede ».

Wat er ook van weze, de geschiedenis van dit veel besproken vraagstuk maant ons tot voorzichtigheid alvorens aan een stelsel te raken, dat zijne proeven heeft geleverd gedurende een zoo langen tijd, als het tegenwoordig stelsel.

En hier kunnen wij ons zelf eene voorafgaande vraag stellen. Is het wel het gunstig oogenblik om opnieuw dit gewichtige vraagstuk op te werpen, dat zoo ingewikkeld en kiesch is, zoo veel verschillende zijden heeft, dat de Kamerdebatten over die kwestie met enkele jaren tusschenruimte de meest tegenovergestelde oplossingen hebben doen annemen?

Hebben wij, in de intellectuele en moreele ontredde van den naoorlog,

genoeg vaste gegevens, waarop eene definitieve oplossing van het vraagstuk kan gevestigd worden? Men klaagt over het lage peil waarop onze middelbare en universitaire studiën thans zouden staan. Houdt men er rekening mede, in welke moreeleen stoffelijke omstandigheden de tegenwoordige universiteitstudenten hunne humaniora hebben gedaan? Zijn er onder de « afleggers » waarover men klaagt, geene jongens die hunne middelbare studiën onder ongunstige voorwaarden hebben moeten doen, en vaak in buitenlandsche inrichtingen? Anderzijds heeft de wet eene gansche categorie studenten tot de universiteitsstudiën toegelaten, die hunne humaniora niet hadden geëindigd, daar zij van ver of van nabij aan den oorlog hebben deelgenomen.

Zoo pas maar zijn de jongelingen, wier studiën door den oorlog waren onderbroken of afgebroken, uit de Universiteit weg. Het najagen van het genot, kenmerk van eene periode van ontreddeering zooals deze, het verlangen om geld te winnen en geld te verteren, hebben ook onze universiteitssteden aangetast, waar kinema's en dancings elken dag het volk lokken. Heerscht daar de kalme gezonde atmosfeer, gunstig voor de ernstige en grondige studiën? Hebben de materiele moeilijkheden waartegen in de laatste jaren de leeraars der middelbare scholen, zoowel als deze der Universiteiten, hadden te strijden, niet geschaad aan hun onderwijs. Ondanks alle perequatie hebben zij den tijd nog niet zien terugkeeren dat zij, minder de stoffelijke zorgen, en meer de onderwijsvraagstukken en de vorderingen van hun leerlingen gedurende de rustpoozen bepraken.

In het licht van dezen abnormalen na-oorlogischen toestand meenen wij de argumenten te moeten onderzoeken, ontleend aan een zoogenaamden achteruitgang van de studiën om den toegang tot de hoogeschool aan strenger voorwaarden te onderwerpen.

Het beginsel der proef van verstandsontwikkeling.

Ik meen in dit verslag niet te moeten samenvatten gansch de reeks bewijsvoeringen voor en tegen dit ontwerp, die werden vermeld in de drukpers en in de talrijke overigens zeer belangwekkende en rijk gedocumenteerde schriften, welke de Parlementsleden naar aanleiding van dit wetsontwerp ⁽¹⁾ in handen hebben gekregen. Ik zal er mij toe bepalen de voornaamste bezwaren aan te halen, waardoor de meerderheid van uwe Commissie er werd toe gebracht, het ontwerp

(1) *Vermelden wij* : De merkwaardige studiën van Kanunnik Blampain. — B. V. *L'enseignement moyen et la loi de 1890-1894. Examen de sortie ou Examen d'entrée.* (Nova et Vetera.) *Le graduat au Cercle pédagogique des professeurs de l'enseignement moyen sortis de l'Université de Louvain*, door J. Collard. (Musée belge)

In zake het onderzoek van de verstandsontwikkeling : E.-P. Pichery (*Revue générale*), *La Grande-pitié pour les humanités classiques*, door J. De Smet. (*La Vie diocésaine*.) De brochures en artikelen van den heer Gravis, van Eerw. heer Charlier, van Eerw. heer Jacobs (*Dietsche Warande en Belfort* en in *De Standaard*), en van onze achtbare collega's : de heeren Renkin, Gollier en den Minister van Wetenschappen en Kunsten.

van den Minister van Wetenschappen en Kunsten niet aan te nemen. Deze opwerpingen waren hoofdzakelijk gericht tegen het beginsel zelf van het toelatingsexamen, van de proef die buiten het college of het atheneum moet worden afgelegd. Dit principieel wordt vastgelegd in artikel één, waardoor niemand zich mag aanmelden voor een universitair examen, waardoor een wettelijke graad wordt toegekend « zoo hij niet een toelatingsexamen heeft afgelegd, waaruit blijkt dat hij geschikt is om met vrucht de lessen van het hooger onderwijs te volgen ».

De meerderheid der leden van uwe Commissie zijn van gevoelen dat, welke ook de modaliteiten van dit examen wezen waarover wij verder spreken, de leerling daardoor aan zijne natuurlijke beoordeelaars, namelijk zijne leeraars in de humaniora, wordt onttrokken.

Niet de jury, zooals deze luidens artikel 1 van het wetsontwerp wordt samengesteld, kan zeker en beslist zeggen, welke leerlingen geschikt zijn om met vrucht de leergangen van het hooger onderwijs te volgen en voor welke leergangen zij best geschikt zijn.

Op dit stuk verdient het ontwerp de bezwaren welke de heer Lavissee tegen het baccalaureaat aanvoerde : « Het onvergeeflijk gebrek van dit examen bestaat in het feit, dat de beslissing alleen van zijn uitslagen afhangt, dat men over den candidaat niets weten wil dan een naam die feitelijk door een nummer zou kunnen vervangen worden, en de candidaten blootgesteld staan aan de ongelijke kansen der opstellen die heden gemakkelijk en morgen moeilijk zijn, daar gelaten de examinatoren zelf wier goede of kwade humeur zoo verschillend is als de opstellen het zijn. Bij elke zitting zullen er ongeluks- of gelukskinderen zijn die feitelijk hun lot niet verdienen. Waarom zoo iets toelaten in een land waar de loterijen verboden zijn? »

« Slechts één man, zegt de geleerde pedagoog van Leuven, de heer Collard, kan een rechtmatig oordeel vellen over een leerling der rhetorica, namelijk de professor dezer klas zelf die den leerling in den dagelijkschen omgang heeft gekend, waardoor hij de algemeene waarde van den leerling kan vaststellen.

« Psychologischerwijs verliest een leerling die een examen ondergaat, dat gevolgen heeft, een gedeelte zijner vermogens, wanneer er geen vertrouwelijke omgang bestaat tusschen hem zelf en den examiner. Het examen is een noodhulp. Tusschen den professor die over de werkzaamheid, tijdens gansch een jaar geleverd, oordeelen moet en den heer die onvoorziens optreedt met vijf tot tien vragen bij toeval samengebracht, is de keus niet twijfelachtig. De eerste kan oneindig beter oordeelen dan de tweede ».

Luidens het eerste artikel « stelt elke Universiteit of daarmede krachtens eene wet gelijkgestelde school een of verschillende toelatingscommissies in. Elke dezer commissies bestaat uit ten minste een derde leeraars van het openbaar of het vrij middelbaar onderwijs ».

Wij deelen het gevoelen der voorstanders van de hervorming, wanneer dezen meenen dat, wegens den aard der zaken zelf, de deelneming der professoren van het middelbaar onderwijs veel aanzienlijker wezen zal dan het aangeduide minimum.

In onze vier universiteiten treden jaarlijks ongeveer twee duizend studenten.

De Universiteitsprofessoren, die best aangewezen zijn om deel uit te maken van het toelatingsexamen, namelijk de titularissen der leergangen voor de candidatuur, moeten reeds een aanzienlijk gedeelte van hun verlof besteden aan de ondervraging van hun talrijke recipiendi. Ten einde hun verlof niet volkomen aan de examens te moeten offeren, zullen zij weinig geneigd zijn om deel uit te maken van de toelatingsexamens.

In een ophefmakend artikel der *Revue Belge* deed de heer Gollier, onze uitnemende verslaggever over de Begrooting van Kunsten en Wetenschappen, opmerken « dat feitelijk de Universiteiten, gebruik makend van hunne volkomene vrijheid, deze jury's uitsluitend zullen samenstellen uit professoren van het middelbaar onderwijs onder het voorzitterschap van een hoogleeraar ». Hij voegt er aan toe, dat deze Commissie geen zitting zou mogen houden dan *intra muros*, dat het examen plaats vindend in het atheneum of college, er aldus middel zou wezen iedereen t' akkoord te stellen.

Ongetwijfeld kunnen op dit gebied toegevingen worden gedaan; niettemin meenen wij, dat zoo lang de Commissie niet samengesteld is uit professoren van het atheneum of van het college van den recipiendus, de proef van verstandsontwikkeling meestal de aangevoerde bezwaren niet afweert.

* . *

De verstandelijke voorbereiding waarover een jury, die buiten het atheneum en het college staat, uitspraak doet, — zij moge dan nog voor het grootste gedeelte bestaan uit humaniora-leeraars of uit hoogleeraars, — is toch niet het eenige vereischte van bijval voor de universiteit.

Het is bekend dat niet enkel de leerlingen die als « zwak » bij het verlaten der rhetorika worden beschouwd, aan de universiteit mislukken, evenals de groote onderscheidingen niet altijd door de eersten der klas worden behaald. Wilskracht is even zeer noodig als de verstandelijke ontwikkeling; wanneer de hoofdzakelijke factor der vorming van den wil in de opvoeding heeft ontbroken, kan de toekomstige hoogstudent de schoonste verwachtingen beschamen.

Wij herinneren ons een eerste candidatuursjaar waar er, op veertien leerlingen, twaalf eersten der klas waren, waarvan niet de helft het doctorsdiploma hebben behaald. Het ingangsexamen volstaat niet om de mislukten der hoogeschool, welke sommigen op 50 l. h. ramen, weg te cijferen. De heer Mailleux, directeur der Mijnschool, te Bergen, verklaart dat de statistieken over onze groote ingenieurscholen vaststellen dat, op 100 leerlingen die er binnentreden — en die allen door het toelatingsexamen werden geschild — er slechts 50 tot 55 gediplomeerd inkomen. Anderzijds, zien wij niet telken jare zwakke leerlingen die van hun humaniora een minimum wetenschappelijke kennis hadden medegedragen en die aan de Hoogeschool al de overige voorwaarden van succes weten te verwezenlijken. Hoevelen zijn er niet, bij wie evenzoo schitterende als laattijdige vermogens wachten om te ontluiken tot het hooger onderwijs ze op de baan der bijzondere studiën, het doel hunner roeping, hebbe gesteld? De geschiedenis van de weldoeners der menschheid had ons niet de namen van

een Pasteur, een Newton en van zoovele anderen overgeleverd, indien een maturiteitsexamen of een ander verwante van het graduaat, hun de deur der Hoogeschool had ontzegd.

Hoe zou een jury, in den loop van een examen dat voor elken examiner een half uur zal duren, over al de bestanddeelen van geestesontwikkeling, over al de vereischten voor welslagen aan de Hoogeschool kunnen oordeelen, en dit bij een jongen man die vóór hem verschijnt in een staat van crisis, onvermijdelijke crisis van angst en vrees, daar hij, voor de eerste maal zijns levens, vóór een examiner komt te staan dien hij niet als leeraar heeft gekend en die op één uur tijds over zijne toekomst moet beslissen.

Een feitelijk argument, van aard om de voorstanders der hervorming te doen nadenken, is geleverd geworden door de proefnemingen die daaromtrent, in deze laatste jaren, door de Universitaire Stichting werden gedaan, welke Stichting — om hare milde giften uit te deelen — een proef heeft moeten inrichten welke als twee droppels water op het maturiteitsexamen gelijk.

Professor Collard heeft in die uitslagen eenige « peilingen » gedaan. Terwijl middelmatige leerlingen, maar die er zich weten door te slaan, den « vogel » afschoten, vielen schitterende leerlingen, die onder de eersten uit de middelbare school waren gekomen, door de mand. De heer Collard vermeldt er eene gansche reeks, allen genomen onder de candidaten der eerste twee jaren. Zoo b. v. V. D..., eerste in rhetorica in het klein Seminarie van M..., mislukt voor de Universitaire Stichting, doch ondergaat met groote onderscheiding de eerste proef van de candidatuur in de wijsbegeerte en de letteren en, daarenboven, datzelfde jaar, het baccalaureaat in de Thomistische wijsbegeerte.

Voor al die candidaten was het examen, vóór de humaniora-leeraars afgelegd, het juiste criterium om den graad hunner geestesontwikkeling vast te stellen, terwijl de proef der Universitaire Stichting de schitterendste verstanden niet had weten te onderscheiden.

Graduaat, rijpheidsexamen of proeve van kennis.

Voorzeker zal de steller van het ontwerp, wiens uitstekende inzichten wij ten volle waardeeren, aan de meerderheid van de Commissie het verwijt richten de draagkracht van zijn ontwerp niet te hebben gevat en tegen hem het spookbeeld van het graduaat uit te spelen, waartegen de meeste leeraars zijn gekant en ook de twee proefnemingen in de voorgaande eeuw zijn uitgevallen.

De heer Nolf verzet zich uit alle kracht tegen de bewering dat zijn ontwerp met dit dwangstelsel eenig verband zou bezitten en dat hij de wet van 1890 zou willen intrekken, wanneer hij beweert deze veeleer te willen aanvullen en verbeteren.

In het reeds vermeld artikel van den heer Gollier, heeft onze achtbare collega de « even arglistige als klaarblijkelijke tegenspraak » aangetoond, die tusschen de Memorie van Toelichting en den tekst van het wetsontwerp bestaat.

In de Memorie van Toelichting levert de heer Nolf zelf de bezwaren tegen het zoozeer versmade stelsel dat hij feitelijk in het ontwerp herinvoert. De heer Gollier stelt den heer Nolf tegenover den heer Nolf zelf.

Even zoozeer er meer nog dan de heer Destrée in de Toelichting van zijn ontwerp van 2 Februari 1922, beweert de heer Nolf niet het inzicht te hebben een examen over de kennis te willen invoeren, waarbij het geheugen een groote rol zou vervullen en waarvan de invloed verderfelijk zou zijn op de rhetorika-studiën.

De eenige vraag welke aan de juryleden wordt gesteld (art. 3) is nochtans de volgende :

« Zijt gij van oordeel dat de candidaat, *zoowel in opzicht van kennis als van verstandsontwikkeling*, geschikt is om universitaire studiën aan te vangen? »

Het behoort den ondervrager die vraag te verklaren! De meeste hoogleeraars zullen, uit den aard zelf van hunne vorming, er aan houden juiste vragen te stellen over positieve kundigheden. Voor wat betreft aan de proeve eerder den vorm te geven van een onderhoud dan van een ondervraging, dat is de plato-nische wensch welke voor zooveel examens wordt geuit.

De *algemeene* proef (art. 3) bevat :

1° Een Fransch of een Nederlandsch opstel of een in het Fransch of in het Nederlandsch geschreven verhaal van een mondelinge uiteenzetting van algemeenen aard gedaan door een lid der Commissie;

2° Een proef over de Engelsche taal of over de Duitsche taal of over die der Fransche of Nederlandsche talen waarvan men zich niet bediend heeft bij de onder 1° vermelde proef.

Het is niet tegen deze proef dat de sterkste bezwaren worden aangevoerd, hoewel de weergave van een mondelinge uiteenzetting, zelfs « van algemeenen aard », eerder beroep doet op het geheugen dan op de intellectuele vorming en dat het welslagen in deze proef meer afhangt van de persoonlijkheid van den ondervrager dan van den recipiendus.

Het slagen in het letterkundig opstel hoofdzakelijk hangt af van het onderwerp : om in die proef minder over te laten aan het toeval, zou men ten minste den leerling moeten laten kiezen tusschen twee of drie onderwerpen.

* *

Nemen wij de bijzondere proef voor de aspiranten naar den graad van candidaat in de wijsbegeerte en de letteren; zij bevat :

1° Een vertaling, van het blad, van een Latijnschen tekst en een ondervraging over dien tekst;

2° Een vertaling uit het Grieksch;

3° Een onderhoud over de grondbeginselen der wis- en der natuurkunde.

Gewis, stellen wij een grondig verschil vast met het ontwerp-Destrée, dat op het examenprogramma een door het lot aan te duiden vak stelde, dus geheel het programma der rhetorica.

Doch de loterij komt tot haar recht in n^o 1^o waar de vertaling uit gelijk welk Latijnschen auteur wordt voorzien.

Zal de vrees dat hun leerlingen voor een ongekend schrijver komen te staan, niet veel rhetorica-leeraars er toe bewegen om aan hun leerlingen zooveel auteurs mogelijk te doen slikken, zelfs de tweederangschrijvers in der haast te laten doorloopen, ze zelfs fragmentsgewijs te bekijken om de kans te hebben, bij het examen, een gekend gedeelte te krijgen of, ten minste, met den stijl en den schrijver vertrouwd te zijn?

Zullen leeraars en leerlingen niet onvermijdelijk de groote rhetorica-schrijvers verwaarloozen, die welke den geest van ontleding ontwikkelen en aan de jeugd leeren hetgeen in 's menschen natuur bestendig en algemeen is?

Moest het ontwerp door het Parlement worden aangenomen, dan zijn wij van gevoelen dat het zou moeten gewijzigd worden in den zin als door de heeren Gollier en Collard werd aangeduid; dezen stellen voor, de ondervraging te beperken tot de Latijnsche en Grieksche auteurs vermeld op het door den leerling gevolgde rhetorica-programma.

Monsieur La Palice zou hier zeer wel kunnen bijvoegen dat het wisselvallig karakter van de proef des te meer zal wegvallen naar gelang het programma beter zal bepaald... of beperkt zijn.

. * .

Doch wat dient er gezegd omtrent de ondervraging *over de grondbeginselen* der wis- en natuurkunde, die, voor de candidaten in de wetenschappen en de candidaten-ingenieur, vervangen wordt door een geschreven proef over de stekunde, de meetkunde, de rechtlijnige en bolvormige driehoeksmeting, de beschrijvende meetkunde, het teekenen.

Is dit niet het graduaat, het is er toch een staartje van, en het is te voorzien dat deze ondervraging over de grondbeginselen van die vakken, bij de meeste proeven, zeer sterk zal gelijken op eene ondervraging over die vakken zonder meer.

Indien men er dan toch zal moeten toe komen een soort of een gedeelte van een schamel graduaat in te stellen, waarbij de recipiëndus aan de genade of ongenade van een streng of een toegevend examinerator wordt overgeleverd, dan mag men zich afvragen of het niet beter ware een juist verband te leggen tusschen het examen-programma en het programma der in de rhetorica onderwezen stoffen: het examen moet een ernstige contrôle zijn, ofwel is het overbodig.

Op die wijze zouden, ten minste, de leerlingen en zelfs de leeraars niet al de vakken verwaarloozen, die geene examen-vakken zijn.

Aan diegenen welke de ondergeschiktmaking van het rhetorica-onderwijs aan de utilitaristische bekommelingen voor het examen vreezen, kan de heer Nolf voorzeker antwoorden dat het getuigschrift blijft bestaan; doch de goede uitwerking der bekrachtiging welke daaraan is verbonden, zal afnemen in rechtstreeksche verhouding tot de vrees die het maturiteitsexamen verwekt.

In stede van afbreuk te doen aan de doelmatigheid van het tegenwoordige

uitgangsexamen, ware het veel beter de oplossing te zoeken in een verscherping van de bestaande bekrachtiging, in eene vermeerdering der waarborgen opgeleverd door de enkele proef welke zich volkomen aanpast op het programma en op het doel der humaniora.

Uwe Commissie was het eens om de Regeering en den steller van het ontwerp goed te keuren in de artikelen waar zij de groote strooming volgen die ontstaan is ten voordeele van de klassieke studiën, en deze studiën als zijnde het beste middel om de algemeene vorming van den geest, de gansche persoonlijkheid te ontwikkelen, opleggen aan al degenen die voornemens zijn een vrij beroep te kiezen en die later de intellectuele en leidende keuze der Natie zullen uitmaken.

Uitstekende hervorming én in de verplichting welke zij aan de toekomstige ingenieurs oplegt van de Latijnsche humaniorastudiën te volgen, én in de keuze welke zij laat aan de candidaten in de wetenschappen en in de medecijnen tusschen het diploma van Grieksch-Latijnsche humaniorastudiën en dat van Latijnsch-wiskundige humaniorastudiën.

De zoogenaamde achteruitgang van het middelbaar onderwijs.

Uwe Commissie heeft zich insgelijks bezig gehouden met de uitwerking der wet van 1890 en met de zoogenaamde verzwakking van de middelbare studiën.

Naar wordt beweerd, zou de achteruitgang der middelbare studiën insgelijks het wetenschappelijk peil hebben doen zakken aan de hoogeschoolen, waarvan het onderwijs zou belemmerd worden door de talrijke onbekwamen die er de banken vullen.

Indien dit peil werkelijk steeds ware gedaald, sinds men zulks beweert, dan moesten onze Universiteiten en onze gestichten van middelbaar onderwijs zoo wat op lagere scholen gaan gelijken.

Een lid der Commissie vond een bewijs van dezen achteruitgang in het feit dat in de rhetorica de Latijnsche versificatie en de Latijnsche redevoeringen werden afgeschaft, oefeningen waarvan de waarde voor de algemeene verstandelijke vorming minstens betwistbaar is.

De verzwakking zou vooral toe te schrijven zijn, volgens een artikel van den heer Nolf in *Le Flambeau*, aan de toegevendheid in het verleenen van onverdiende studiebewijzen :

« Voor het hoofd van een onderwijsgesticht valt het zwaar, het getuigschrift van volledige humaniora te weigeren. Het is een gevestigd gebruik dat al wie regelmatig gedurende den vereischten tijd den volledige cyclüs der middelbare studiën heeft doorgemaakt, dit bewijs bekomt. En daar de leerlingen weten met welke inschikkelijkheid het getuigschrift wordt afgeleverd, beulen zij zich niet af; en wat de zaak nog spijtiger maakt is het feit dat, in het tweede studiejaar, juist in rhetorika die eigenlijk de vruchtbaarste klas moet zijn, de werkzaamheid het meest verslapt, omdat de leerlingen dan op het punt hunner studiën zijn gekomen, waar zij niet meer moeten vreezen den overgang naar eene volgende klas door een examen versperd te zien ».

Dit onverdiend oordeel heeft hevig verzet uitgelokt bij tal van gezaghebbende leden van het middelbaar onderwijs, onder meer bij den E. H. Bestuurder Jacobs en bij Eerw. Heer Charlier. Wij ontleenen aan hunne geschriften de volgende universitaire uitslagen, door de leerlingen der colleges van drie bisdommen behaald tijdens het studiejaar 1922-1923 :

Van de 260 leerlingen die, komende uit de colleges van West-Vlaanderen, zich bij een universitaire jury hebben aangemeld, hebben 243 leerlingen hun examen met voldoening afgelegd, 5 met de grootste onderscheiding, 32 met groote onderscheiding, 67 met onderscheiding. Slechts 17 zijn gezakt. Dus 93 t. h. van die leerlingen zijn geslaagd.

Van de gestichten in Oost-Vlaanderen zijn op 242 leerlingen, 229 geslaagd : 3 met de grootste onderscheiding, 30 met groote onderscheiding, 67 met onderscheiding ; 13 leerlingen zijn niet gelukt ; dus zijn 96.6 t. h. geslaagd.

In de provincie Antwerpen slaagden 382 leerlingen op de 417 : 11 met de grootste onderscheiding, 40 met groote onderscheiding, 99 met onderscheiding ; 35 niet doorgekomen. Dus 91.6 t. h. slaagden.

Deze cijfers zijn een klinkend antwoord op het verwijt van den achtbaren steller van het ontwerp. Om hunne waarde te betwisten zou men de universiteiten, al de universiteiten, moeten beschuldigen, medeplichtig te zijn in de inschikkelijkheid der gestichten van middelbaar onderwijs.

Om te bewijzen dat de jury's wel den pijnlijken moed hebben om het getuigschrift te weigeren, geeft de E. H. Charlier ons de cijfers van het Sint-Aloysiusgesticht te Brussel. In 1922-1923 werd aan 8 leerlingen der rhetorica op de 45 het getuigschrift geweigerd. In 1921, werden op 45 leerlingen er 5 geweigerd. In 1920, werden er op 43 leerlingen 7 geweigerd.

De inschikkelijkheid is ver van ons !

. . .

De voorstanders van de hervorming beroepen zich insgelijks op het onderzoek gedaan door den heer Gravis, gewezen rector van de universiteit te Luik.

Van de 664 hoogleeraars en professoren van het middelbaar onderwijs, die deelnamen aan het referendum, vroegen 80 t. h. de instelling van een maturiteitsexamen.

De omstandigheden, waarin dit referendum werd ingericht, zijn genoegzaam gekend door de hevige pennetwisters, welke dit referendum heeft uitgelokt. De proef, waarop het onderzoek van den heer Gravis was gevestigd, was vooral gericht tot het geheugen en was niet geschikt voor gewone leerlingen.

Bovendien wordt aan dit referendum zijne bewijskracht ontnomen door de volkomen ontstentenis van het vrij onderwijs.

Hetzelfde kan gezegd worden van de meening der Verbeteringsraden, waarvan het gezag verminderd wordt door de al te geringe vertegenwoordiging der vrije gestichten.

Het officieel onderwijs bezit 31 atheneums en colleges met eene bevolking van 8,536 leerlingen; het vrij onderwijs, 117 gestichten met 29,079 leerlingen.

Op de tien werkende leden van den Verbeteringsraad voor het middelbaar onderwijs, heeft het officieel onderwijs 9 vertegenwoordigers en het vrij onderwijs heeft er één.

Heeft het middelbaar onderwijs de algemeene geestesontwikkeling ten doel, de rijpheid van het verstand, de geschiktheid voor de universitaire studiën, moet men dan verwonderd zijn over de gansch verschillende meeningen in de bevinding, wanneer dit doel is bereikt. Voegt daarbij onze geneigdheid tot afbreken, waarvan onze pedagogen niet meer vrij zijn te pleiten dan onze andere medeburgers, en dan zal men niet meer verwonderd zijn over het feit dat het regime der humanoria gedurende gansch eene eeuw geschommeld heeft tusschen de buitensporige vrijheid en de al te strenge contrôle. Een pedagoog heeft zulks ten andere « de Belgische schommel » genoemd.

* *

Wij zijn overigens van gevoelen, dat de strooming ten voordeele van zijn stelling die de heer Nolf meent vast te stellen in de onderwijsmiddens, zeer beperkt is. De hoogleeraars zijn hoegenaamd niet eensgezind om de versterking te vragen van den slagboom die den toegang tot de universiteit verspert, en om te klagen over het intellectueel gehalte der universiteitsstudenten.

De heer Destrée vroeg in 1921 toen hij minister was de meening der Faculteiten van de Geneeskunde, van de Wijsbegeerte en de Letteren te Leuven, en ontving het volgende antwoord :

« Geen algemeen belang eischt meer dan het getuigschrift. Het bestaande stelsel heeft goede uitslagen opgeleverd, en dient dus behouden te blijven. In verstandelijk opzicht staan onze studenten heden ten dage niet lager dan de vroegere; zulks blijkt uit de uitslagen der universitaire wedstrijden, der wedstrijden voor de reisbeurzen, uit de studiën die in de wetenschappelijke tijdschriften verschijnen. »

De driejaarlijksche verslagen over het hooger onderwijs der jaren 1892 tot 1909 leveren het bewijs, dat de uitslagen nagenoeg dezelfde zijn. En bovendien blijkt uit de driejaarlijksche verslagen over het middelbaar onderwijs dat, op algemeene en voortdurende wijze, het onderwijs vooruitgaat in zake onderwijsmethode en uitslagen. « Langen tijd, zegt de heer Collard, bleef de universitaire wedstrijd dood; hij werd terug in het leven geroepen door de wet van 1890 en vertoont eene leefbaarheid die hij nooit gekend heeft. De jongelingen die deelnemen aan den wedstrijd voor de reisbeurzen, zijn zoo talrijk dat het getal beurzen volstrekt onvoldoende is. »

Ten andere, het onderzoek naar de verantwoordelijkheid in het zoogenaamd verval der studiën heeft u toe geleid om de universitaire methoden insgelijks op den keper te beschouwen.

Wij zouden hier het strenge oordeel kunnen aanhalen van den heer Slosse, die in *L'Éducation Nationale* (December 1920) aan het hooger onderwijs over het algemeen te veel verbalisme er dogmatisme verwijt.

Onze collega, de heer Gollier, heeft deze critiek op eene meer geestige en meer oorspronkelijke wijze geleverd, door den « achterblijver » aan het woord te laten, het eeuwige specimen dat men in elk onderwijs tegenkomt, aan de universiteit zooals aan de middelbare school, en die de grootste verantwoordelijkheid draagt van de oncenigheid die de onderwijswereld verdeelt. Ziehier hoe hij, na zijn martelaarschap aan het college te hebben verteld, zijn geestdrift uit over de hogeschool.

« Maar de Universiteit! Dat is het beloofde land! Geen schoolwerken, geen lessen, geen ondervragingen meer, geen enkel beletsel tegen de harmonische ontwikkeling van onze onschuldige natuur. Mijn professor kent niet eens mijn naam. Zou hij zelfs weten dat ik besta, sedert drie jaar dat ik mijn broeken verslijt op de oude goedmoedige banken, die alleen eenigen last van me hebben? En daarbij alle intellectueel werk afgeschaft, vervangen door handwerk van een copist, wiens vingers maar krabbelen en krabbelen om den cursus op te nemen die zoo edelmoedig van de eerste tot de laatste letter gedictieerd wordt. Waar mijn hand het niet bijhoudt kan ik in het schrijfboek van mijn geboorteland zien, die den cursus van zijn vader nog heeft van voor vijf-en-twintig jaar, want de gedachten van den professor zijn sedert een kwart eeuws vastgelegd, ja versteend.

O zeker, niets doet ons hier aan het College denken. Met het verplichtend werk is het gedaan. De actieve methoden die u dwingen om na te denken, zijn vergeten, de herinnering aan die verwoede pedagogen van meesters, die u koppig eene gedachte in 't hoofd hamerden, is verloren in de nacht der tijden. Hier in alles rust en kalmte, *otium cum dignitate*. De professoren zijn natuurlijk niet meer onderworpen aan de pedagogische regels en methoden van een lager onderwijs. Zij zweven, zij stijgen op tot in de ongenaakbare sferen, in het rijk van de adelaars en de wolken, waar wij volstrekt geen lust hebben om hen te volgen, natuurlijk niet, en waar zij er niet aan denken ons binnen te leiden. De leergang wordt gegeven voor den leergang, de wetenschap voor de wetenschap, niet voor den student. Ofwel, zooals de zeer geleerde lector het zegde, die een afschuw had van de synthesis en voor wie de philosophische geest de vijand is van de ware wetenschap, de cursus is een catalogus : feiten, feiten, altijd feiten, veertien schrijfboeken van 4 frank het stuk met opeengehoopte feiten. Feiten aan de school voor geneeskunde, feiten aan de rechtskundige faculteit, overal feiten zooals in de vakschool. Niets is eenvoudiger. Ons geheugen doet het al, werkt van den morgen tot den avond. Ons verstand wordt nooit lastig gevallen. Het blijft passief. Wel mag het verstand werken buiten de leergangen en verre van de professoren. Is dit geen ideaal? Had ik geen gelijk met te zeggen dat de universiteit, vergeleken bij de galeien van college en atheneum, het beloofde land is. »

Met dit scherpe stuk zal menige oud-hoogstudent zich gewroken voelen over zoo vele belangloze en futloze lessen, voor het koortsachtig « blokken » bij 't naderen der examens.

Alvorens te onderzoeken aan welk van onze drie onderwijsgraden de schuld ligt, laten wij over de gansche ladder van hoog tot laag het evenwicht herstellen, en nagaan of in den lageren, middelbaren en hooger graden, de stijgende overlading met nieuwe en steeds meer uitgebreide vakken, de intellectuele ontvankelijkheid van het kind, den knaap en den jongeling niet overschrijdt.

Het voorbeeld der naburige landen.

Er werd veel gewag gemaakt van het voorbeeld der naburige landen, waar een toelatingsexamen voor de hogere studiën wordt vereischt.

En nochtans bestaat in deze landen, Frankrijk uitgezonderd, eene regeling die veeleer het examen van het college dan het ingangsexamen tot de universiteit nabijkomt; de professoren van het gesticht voor middelbaar onderwijs maken de meerderheid der jury's uit.

In Zwitserland verleen en de kantonale gestichten maturiteitsbewijzen, doch over het algemeen zijn de universiteiten vertegenwoordigd in de Maturiteitscommissie waarvan de bestuurder en de leeraars van de school deel uitmaken.

In Holland worden door de officieele en de aangenomen gymnasia's getuigschriften afgeleverd en de jury is samengesteld uit professoren van de onderwijsinrichting en Universiteitsprofessoren door de Regeering afgevaardigd. Het programma van deze examens is zeer uitgebreid; het is werkelijk een examen over de kennis der leerlingen.

In Duitschland worden door de gymnasia's, de realgymnasia's, de oberrealschulen getuigschriften afgeleverd na een zeer volledig en streng examen. De jury bestaat uit den bestuurder en professoren der onderwijsinrichting en een afgevaardigde der Regeering. Feitelijk wordt de aanwezigheid van dezen laatste niet altijd in acht genomen.

In Engeland maakt men nog maar een begin om wat eenheid te brengen in de vereischen om toegelaten te worden tot de Universiteit. De studenten die een bewijs brengen, dat zij eene proef, gelijkwaardig met het toelatingsexamen, hebben doorgemaakt, worden van dit laatste vrij gesteld. In Schotland staan deze getuigschriften onder de contrôle van *The Entrance Board*.

Frankrijk bezit het baccalaureaat, dat een voorlooper is van de voorgestelde regeling en waarvan het bestaan, ten minste onder den huidige vorm, niet lang meer schijnt te zullen duren; de veelvoudige bezwaren tegen het baccalaureaat komen niet enkel voort uit zijn nadeeligen invloed op de studiën in de rhetorica, maar ook uit het verschil van beoordeeling bij de zeventien academie's die belast zijn met deze proef: de eene zijn te toegevend, de andere te streng. In Frankrijk treft men candidaten aan voor het baccalaureaat die de helft van het land doorreizen om zich bij een academie voor te stellen, die gekend staat voor de gemakkelijke auteurs, die zij voorlegt.

Het voorbeeld der naburige landen moet ons gewis er niet toe nopen eene regeling omver te werpen, die bij ons hare proeven heeft geleverd.

Handhaving van het getuigschrift.

REGELING VAN HET BESTAANDE REGIME.

In zijne Memorie van Toelichting stelt de heer Nolf voor, het gehomologeerd getuigschrift te behouden; de minister drukt zich uit als volgt: « Dit getuigschrift afschaffen ware de verplichting opheffen om den volledige n cyclu s der

middelbare studiën van den hooger en graad te doorloopen, en, zooals men heel juist heeft doen opmerken, het bestaan der humaniora in gevaar brengen. Het biedt het groote voordeel dat het belang der middelbare studiën daardoor wordt bekrachtigd. »

Ook in het voorstel-Destrée behield het de eerste plaats, en evenals in het voorstel-Nolf, werden ook hier strenge maatregelen voorzien, ingeval dit getuigschrift wegviel.

Ten andere, al de Esculapen die naar den polsslag van ons onderwijs in de laatste tijden hebben getast, voorzien het behoud van het certificaat dat, sedert de stichting van onze onafhankelijkheid, meer dan zestig jaar goeden dienst heeft geleverd, meer dan al de andere stelsels samen, wat zeker niet het minste te zijnen voordeele pleit.

De groote voordeelen ervan zijn, dat het de vormende kracht van de middelbare studiën heeft ontwikkeld door de vrijheid van de methodes te herstellen; dat het de onafhankelijkheid van de professoren heeft versterkt terwijl het hun aanzien verhoogde; dat het aan den leerling zijn eenig geschikten rechter heeft gegeven, namelijk zijn leeraar die in hem een deel van zijn persoonlijkheid heeft afgedrukt en die gedurende verscheidene jaren zijn geest en zijn hart gevormd en gekneed heeft; dat het aldus de werkelijke bekroning is van deze studiën. Al deze voordeelen van de wet van 1890, door Frère-Orban reeds in 't licht gesteld in 1876, en door anderen vóór hem, hebben de meest voortvarende pedagogen, zelfs in de volle koorts van het afbreken, niet kunnen loochenen.

Het huidig ontwerp, dat het bijkomstige opoffert aan de hoofdzaak, wil de sanctie van het certificaat op negatieve wijze versterken door een nieuwen slagboom, die eenige eenheden meer vóór de deur der universiteit zal houden staan. Zijne verdedigers vergeten echter dat zij met zooveel er nog meer de doelmatigheid der bestaande sancties verminderen: van zoodra zij in rhetorica komen, zullen de toekomstige universiteitsstudenten, evenals de toekomstige bacheliers in Frankrijk, een onderscheid maken tusschen de onderwezen vakken: deze die men kan vragen voor het maturiteitsexamen en deze die men niet zal vragen; deze laatste zullen zij geheel verzuimen, daar de glans van het uitgangsexamen en van het certificaat zal verbleeken zooals het lantarenlicht waarachter een machtige electrische lichttoren oprijst.

Deze beschouwing heeft vele leden van de Commissie aangezet de oplossing van het vraagstuk te zoeken in eene verbetering van het bestaande stelsel, namelijk in eene versterking van de overgangsexamens van de eene klas tot de andere.

Het toelatingsexamen onder sociaal opzicht.

DE OVERGANGSEXAMENS.

Eene tweede beschouwing dringt zich hier op. Men is hoog opgelopen met een der negatieve gevolgen van de nieuwe proef, namelijk dat zij de onbekwamen, de achterblijvers zal tegenhouden op den drempel der universiteit.

Is het een zoo groot voordeel, onder sociaal opzicht, jongens die hun weg

willen maken langs de Universiteit, op 17 of 18 jarigen leeftijd tegen te houden, na zes jaren humaniora?

Zij hebben het beste van hun tijd, de vruchtbaarste periode van hun studenten-leven gegeven aan de studie van het Latijn en het Grieksch en van andere vakken die hunne intellectueele opvoeding moesten vormen, en niet hen moesten voorzien met practische kennis voor het leven. Zij ondervinden alsdan de onweerstaanbare behoefte om vooruit te gaan, om op den aldus voorbereiden grondslag de speciale kundigheden te vestigen die hun de gekozen loopbaan zullen verzekeren. Eenigen zijn tot daar geraakt. God weet ten koste van wat al inspanning van den leerling, van wat opofferingen van de ouders!

Is het op dit oogenblik dat men, ten gevolge van eene gewaagde proef, ze ineens moet tegenhouden of ze veroordeelen tot een jaar uitstel om hun toe te laten de kans een tweede maal te wagen? Vergeten wij niet dat tegelijkertijd de soldatendienst op hen wacht, en hen bedreigt met nog een tweede jaar onderbreking van hunnen studiën.

Hoe zouden zij aan de ontmoediging, aan den afkeer kunnen weerstaan? Gaan wij niet het getal gebroken loopbanen vermenigvuldigen, en het leger der verloopenen studenten vermeerderen?

De ontwikkeling die de humaniora op zich zelf geven, kan zeer goed zijn; maar de ongelukkige, die het leven moet te gemoet treden alleen met een certificaat van humaniora-studiën, en wiens fortuin hem niet toelaat te leven, is daarom niet minder te beklagen. Beheer, nijverheid, handel, alles is voor hem gesloten indien hij zich niet aan nieuwe examens onderwerpt. Voor deze examens, die gewoonlijk prijskampen zijn waar soms duizenden mededingers naar een paar honderd plaatsen dingen, — zie b. v. de prijskampen voor de spoorwegen — zal hij practische en bijzondere kundigheden moeten bezitten die hij zich ditmaal zelf zal moeten aanschaffen zonder behulp van een meester, met de zwakke hulp van een onderwijs per briefwisseling of anderszins, dat maar al te vaak niets anders is dan eene uitbuiting van die ongelukkigen.

Indien hij slaagt, dan kan hij als wedde niet meer dan een hongerloon verwachten, dat hem in staat stelt tien jaar later een gezin te stichten, langen tijd na zijn jeugdkameraden, die door de kennis van een degelijk vak, door het bezit van een klein diploma van architect, van teekenaar, van boekhouder, enz., op twintigjarigen leeftijd een ruim en verzekerd bestaan genieten. Slaagt hij niet, dan treedt hij in het leger van de verbitterden, van de sukkelaars met hun afgegrafelden boord en versleten jasje, die zich voor alles bekwaam achten en voor niets goed zijn, die eender welke plaats aanvragen, met de vrees er geene te vinden.

Op negentien- of twintigjarigen leeftijd herbegint men zijn loopbaan niet meer en wil men deze jongens tegenhouden dan moet men dit vroeger doen.

* .

Wanneer men ze vroeger tegenhoudt, dan zou men een ontschatbaren dienst bewijzen aan een aanzienlijk getal jongens die al te dikwijls in de Grieksch-

Latijnsche humaniora versukkelen door het in de buurt liggen van een college, athénnum of seminarie, ten gevolge van een studiebeurs misschien, en die noch door hun bekwaamheid, noch door hun roeping, noch door den socialen stand hunner ouders bestemd zijn voor de hogere studiën.

Zoo er aan het leeraarskorps en vooral aan het bestuur van sommige gestichten eenig verwijt te doen is, dan is het wel over hunne al te groote inschikkelijkheid voor de overgangsexamens van de eene klas tot de andere.

Een lid was van meening dat de ingangsexamens voor de vierde en de derde op bijzondere wijze zouden moeten gecontroleerd worden en met meer waarborgen omringd worden.

Het intreden in deze klassen zet den leerling voor goed op den weg van de Grieksch-Latijnsche studiën en van de universitaire loopbanen; op dit oogenblik is het nog mogelijk aan zijne studiën eene andere richting te geven.

Op grond van deze examens zou het schoolbestuur aan de ouders eene ernstige waarschuwing moeten zenden, wanneer de leeraars oordeelen dat hun zoon geene der voorwaarden bezit die hem het welslagen in de universitaire loopbanen moeten verzekeren, dat men er vooral over wake dat sommige leeraars aan de ouders, in plaats van deze waarschuwing, niet een openlijk of bedekt voorstel zenden om hun zoon op de hoogte van de andere leerlingen te brengen door eenige privaattlessen!

Ontneemt men aldus aan sommige leerlingen de kans eener later ontluikende geestesbekwaamheid, dan doet men dat op het gepaste oogenblik, op een leeftijd waarop zij nog een andere loopbaan kunnen kiezen, een goed vak leeren, een van die specialisten van tweeden rang worden, die altijd aan de nijverheid, aan den handel er aan de financiewereld ontbreken. Door het bekomen van een meer bescheiden, maar meer winstgevend diploma, zullen zij nuttigere en gelukkigere burgers worden.

* * *

Eene aanwijzing die wij uitstekend vinden is, dat men voor elken leerling eene kaart opmake, een « schoolboekje », waarin de uitslagen van de reeds afgelegde overgangsexamens zijn aangegeven met de aanduiding van de beteekenis van den leerling onder alle opzichten. Dit boekje zou met den leerling medegaan door al de klassen en al de gestichten die hij zou kunnen bezoeken, en zoo de noodige gegevens bevatten om hem met zekerheid te kunnen beoordeelen op elk beslissend oogenblik van zijne studiën.

Men zou ook de waarborgen van oprechtheid der uitgangsexamens kunnen vermeerderen door ze op meer gelijkvormige wijze in te richten en door ze toegankelijk te maken voor het publiek. De handteekening van de leeraars en van de leden der jury op het afgeleverd getuigschrift zou eveneens het aanzien ervan verhoogen door den naam en de waarde der verantwoordelijke personen.

Ten slotte werd er als terrein van overeenkomst voorgesteld al de jury's van de athenea en de colleges onder het voorzitterschap te plaatsen van een lid dat niet tot het leeraarskorp behoort, een magistraat, een inspecteur, een hoogleeraar.

*
* *

Uwe Commissie heeft geen definitieven vorm willen geven aan deze verschillende voorstellen.

Daar zij twee tegenover elkaar staande stellingen voor zich had, heeft zij liever willen wachten tot de Kamer zich uitspreke over een van beide : ofwel het behoud van het *statu quo* en eventueel eene verbetering van het bestaande stelsel, ofwel het ontwerp van den heer Nolf, dat, naar het oordeel van de meerderheid van uwe Commissie, de bestaande wet te niet doet, en door die meerderheid verworpen wordt uit vrees van ons middelbaar onderwijs nogmaals een oefenveld te maken.

Want zij is van gevoelen dat het ontwerp van den achtbaren Minister van Wetenschappen en Kunsten, hoe voorzichtig het ook is opgevat, in plaats van den slagboom, die den toegang tot de universiteit moet moeilijker maken, te versterken, den aard ervan verandert; door den terugslag, die deze hervorming op de studiën kan hebben, kan zij daarvan het karakter veranderen, en hare doelmatigheid met het oog op de algemeene cultuur, het hoofddoel van de humaniora, grootelijks in gevaar brengen.

De Verslaggever,

EM. BLAVIER.

De Voorzitter,

EM. BRUNET.

(18)

MINDERHEIDSNOTA

I

De minderheid van de Middenafdeeling deelt, in zake het toegangsexamen tot de Hoogeschool, de meening, namens al de leden der Commissie uitgedrukt door den verslaggever der ontwerpen van Begrooting voor 1922 en 1923 (zittingsjaar 1921-1922, stuk n^o 290 ⁽¹⁾), zittingsjaar 1922-1923, stuk n^o 159 ⁽²⁾).

Den 2ⁿ Februari 1922, legde de heer Destrée, de conclusiën van den verbeteringsraad van het hooger onderwijs trouwens tot leidraad nemend, een voorstel ter tafel waarbij een rijpheidsexamen werd ingevoerd. Dit examen had voor doel na te gaan of de leerlingen, na de middelbare scholen te hebben verlaten, de vereischte verstandelijke ontwikkeling vertoonden. Het examen moest afgenomen worden door een jury die uitsluitend uit hoogleeraren bestond. Het liep over een Fransch of Vlaamsch opstel, eene ondervraging over dat opstel, eene ondervraging over een moderne taal, schriftelijke proeven over twee bepaalde leerstoffen en over een vierde leerstof door het lot aangewezen.

Het liep dus in feite over de hoofdvakken van de rhetorika. Het programma van die leerstoffen moest bij Koninklijk besluit worden bepaald.

Het voorstel vond in het Parlement een gunstig onthaal. In het verslag dat hij namens de Kamercommissie voor Wetenschappen en Kunsten uitbracht, zei de heer Gollier : « Wij zijn aan de waarheid verschuldigd te zeggen, dat het de innige wensch van de meerderheid der universitaire wereld is eene hervorming te zien invoeren ».

En verder :

« Wij vragen aan den achtbaren heer Minister dat hij het vraagstuk zou ahangig maken bij het hooger en bij het middelbaar onderwijs, zoowel bij het officieele als bij het vrije. Wij zijn geneigd te denken dat het vraagstuk van den

(1) *De bijzondere Commissie (1922)*, voorgezeten door den heer Brunet, bestond uit : 1^o de leden van de Bestendige Commissie voor Binnenlandsche Zaken, Onderwijs, Wetenschappen en Kunsten : de heeren Brunet, voorzitter, Amelot, Blavier, Boone, Cocq, Debruyne (René), Destrée, Doms, Flagey, Heyman, Huysmans, Max, Melckmans, Ramaekers, Rombauts, Souplit; 2^o zes door de Afdeelingen benoemde leden : de heeren Gollier, Souplit, Ramaekers, Sinzot, Van Dievoet, Verachttert.

(2) *Samenstelling van de Bijzondere Commissie voor 1923* : a) de leden van de Bestendige Commissie voor Binnenlandsche Zaken, Onderwijs, Wetenschappen en Kunsten : de heeren Brunet, voorzitter, Doms, Flagey, Gollier, Huysmans, Max, Melckmans, Ramaekers, Rombauts, Siffer, Souplit; b) zes door de Afdeelingen benoemde leden : de heeren Jourez (L), Van Hoeck, Marck, Delannoy, Gollier, Ramaekers.

aan het rijpheidsexamen te geven vorm niet beter kan worden opgelost dan door een bijzonder Commissie, waarin de verschillende pedagogische groepeerings, naar gelang hunner belangrijkheid, zouden vertegenwoordigd zijn ».

In zijn verslag over de Begroting van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten voor 1923, komt de heer Gollier op het vraagstuk terug :

« Spijts de pedagogische bezwaren die door de bespreking in het licht werden gesteld, maar die door de geschikte wijzigingen gemakkelijk uit den weg te ruimen zijn, zoo verklaarde hij — eerbiedigt het ontwerp-Destrée, in zijne hoofdbepaling, de pedagogische onafhankelijkheid van het middelbaar onderwijs, terwijl het aan de Universiteiten, zeer gehecht aan hunne zelfstandigheid, een billijk recht laat wedervaren : het recht, nl., zelf hare leerlingen uit te kiezen.

» Deze overweging was voldoende om alle bedenkingen over het hoofd te zien en bij eenparigheid is uwe Commissie het ontwerp tot invoering van het toegangsexamen bijgetreden. »

Uit den tekst zelf van dit verslag blijkt, dat de Raad van het Verbond van het Vrij Onderwijs het voorstel is bijgetreden, eene bijzondere commissie tot stand te brengen wier taak zou zijn het bestudeeren van de modaliteiten van het maturiteitsexamen. De formule, schrijft de Raad van het Verbond, steunt op het goed verstand en de rechtvaardigheid.

Opgericht bij besluit van 3 Maart 1923 en samengesteld uit hoogleeraren der vier Universiteiten en uit een gelijk aantal vertegenwoordigers ⁽¹⁾ van het middelbaar officieel en vrij onderwijs, zoo is de Commissie tot de volgende conclusiën gekomen :

Zij spreekt zich vooreerst *eenparig* uit ten voordeele van de noodzakelijkheid om, bij den toegang der Hoogeschool, een meer degelijken waarborg te verkrijgen, dan die geboden door het getuigschrift. Zij stelt ook voor een toegangsexamen tot de Universiteit in te voeren, dat men zou afleggen na de bekrachtiging van het getuigschrift van volledige middelbare studiën of na eene voorbereidende proef die de waarde heeft van dat getuigschrift. Zij vraagt eenparig dat de leeraren van het officieel of vrij middelbaar onderwijs tot beloop van een derde ten minste vertegenwoordigd wezen in de Commissie voor het toegangsexamen.

Deze verhouding zou trouwens kunnen overschreden worden in zulke mate als de Universiteiten, die voor de werking der Commissie aansprakelijk zijn, het goed zouden vinden. De Commissie vraagt uitdrukkelijk dat, voor dit examen, evenals voor de overige universiteitsexamens, de Universiteiten volkomen vrij blijven en dat zij zelf de leden van het personeel der athenaea en colleges kiezen zouden, die zouden geroepen worden om als jurylid bij het toegangsexamen op te treden.

Het is wel begrepen dat het toegangsexamen tot de Hoogeschool, naar den wensch van de Commissie van Wetenschappen en Kunsten, een rijpheidspreef

(1) Bedoelde Commissie bestond uit de heeren : Kanunnik Blampain, Bordet, De Lannoy, Ghuys, Gravis, M^{re} Ladeuze, Mayence. E.-P. Pichery, Pirenne, Smits en Stassart.

met algemeen karakter zal zijn, met nochtans een licht verschil volgens de hoogeschoolstudiën waaraan de recipiendi zich zullen wijden.

Het komt er inderdaad op aan de bezwaren te vermijden waartoe zou aanleiding gegeven worden door een examen waarvan het programma der leerstoffen gelijkvorming zou opgemaakt worden voor gansch het land en dat op de leerlingen zou wegen gedurende hunne rhetorica.

Door die beschouwingen liet de geachte Minister van Wetenschappen en Kunsten zich leiden, toen hij het thans bij het Parlement aanhangige ontwerp opmaakte. Bij dat ontwerp wordt de medewerking van de leeraren van 't middelbaar onderwijs bij het toegangsexamen voorzien en het verlicht het programma der proeven, dat in het ontwerp van den heer Destrée voorzien wordt.

De verhouding der leden van het middelbaar onderwijs die deel zullen uitmaken van de toelatingsjury bedraagt een derde ten minste. De Minister heeft in de Middenafdeeling verklaard dat hij gansch bereid is die verhouding te vermeerderen en aan de universiteiten de verantwoordelijkheid voor het examen en de aanduiding van de leeraren van het middelbaar onderwijs, die van de jury deel zullen uitmaken, over te laten. Hij heeft er in toegestemd het programma te beperken voor het latijn tot de auteurs van rhetorica en voor de wiskunde tot het programma van de rhetorica der inrichting waar de studiën werden gedaan, voor zoover dit programma werd aangenomen door de bekrachtigingscommissie.

Het ontwerp ingediend door den Minister van Wetenschappen en Kunsten verschilt nog van het voorstel van den heer Destrée :

1^o Doordat het aan de jonge lieden, die in de rechten willen studeeren, het volgen der grieksch-latijnsche humaniora oplegt;

2^o Daar het hun ook bij het maturiteitsexamen een vertaling uit het Grieksch oplegt en daar het van de leerlingen die willen ingenieur worden, eischt dat zij een leergang van Latijnsche humaniora volgen.

Het ontwerp schijnt het voorstel van den heer Destrée aanzienlijk te verbeteren in den zin van de opmerkingen voorgebracht door den heer Gollier in naam van de Kamer en door de Bijzondere Commissie ingesteld op verzoek van het Parlement.

II

De minderheid van de Middenafdeeling meent dat het ontwerp moet worden goedgekeurd om de volgende redenen :

1^o Het bestaande stelsel schenkt geen voldoening.

Het stelsel van het getuigschrift, afgeleverd door het hoofd van de inrichting voor middelbaar onderwijs waar de toekomstige student zijne humaniora heeft gedaan, gaf geen voldoende waarborg. 't Is de meening van den Verbeteringsraad van het hooger onderwijs waarin de vier universiteiten en de mijnschool te Bergen vertegenwoordigd zijn. 't Is ook de meening van de universiteiten die in 1920-1921 werden geraadpleegd. Zij spraken zich uit ten voordeele van het toegangsexamen :

Brussel en Luik, eenparig; Gent met een groote meerderheid; te Leuven waren twee faculteiten voor het inrichten van een toegangsexamen tot de universiteit, een derde faculteit verkoos een examen aan het atheneum of het college, de faculteit in Wijsbegeerte en Letteren, was voor het *statu quo*.

De Verbeteringsraad van het middelbaar onderwijs is ook het voorstel Destrée bijgetreden, gewijzigd in den zin van een vertegenwoordiging der leeraren van het middelbaar onderwijs in de examen-jury. Het Verbond van het vrij middelbaar onderwijs schijnt ook niet heel en al voldaan aan het bestaand regiem, want het heeft een uitgangsexamen, af te leggen in het college zelf, voorgesteld (zie : BLAMPAIN : *L'enseignement moyen et la loi de 1890-1891*, blz. 61-62).

Het bestaand regiem leidt tot misbruiken omdat :

1^o Het hoofd van de inrichting voor middelbaar onderwijs brengt over de waarde van de door den recipiendus gedane middelbare studiën en over diens geschiktheid om de leergangen van hooger onderwijs te volgen, een volkomen subjectief oordeel uit, waaromtrent geen regeling te treffen is;

2^o De overgang van de eene klas tot de andere geschiedt gemakkelijk. Het is niet mogelijk dat de Staat dienaangaande voorschriften geve aan het vrij onderwijs en het verkeert dan ook in de onmogelijkheid dien overgang van de eene klas naar de andere op behoorlijke wijze te regelen in de Staatsonderwijsinrichtingen, die zich alsdan tegenover den minder gunstigen toestand zouden bevinden dan de vrije scholen;

3^o Het veranderen van school werkt de misbruiken in de hand;

4^o De goede onderwijsinrichtingen lijden onder de mededinging, hun aangedaan door de inrichtingen van minderen rang.

Het stelsel is trouwens verkeerd op zich-zelf, omdat het aan het hoofd van de inrichting voor middelbaar onderwijs, die zelf belang heeft in de zaak, de zorg toevertrouwt om uitspraak te doen en over de waarde van de middelbare studiën en over de geschiktheid van de leerlingen.

III

In al de landen die ons omringen bestaat een toelatingsexamen tot de hogere studiën :

1^o In Nederland, zijn er drie soorten van gymnasia :

- a) De openbare gymnasia;
- b) De bijzondere gymnasia, aangewezen als bevoegd tot het afleveren van getuigschriften van bekwaamheid;
- c) De bijzondere gymnasia, als zoodanig niet aangewezen.

De inrichting, behoorende tot de eerste twee soorten, leveren getuigschriften af.

De leerlingen van de inrichtingen van het derde soort moeten het examen afleggen voor een middenjury.

Samenstelling van de Examencommissies :

- a) en b) De leeraren van de instelling en gecommitteerden van de Regeering (gewoonlijke 3), leeraren eener Universiteit, specialisten in de oude talen, in de moderne talen, in de wetenschappen;
- c) Inspecteur van gymnasia, voorzitter, rectoren en leeraren der openbare en bijzondere gymnasia, leden.

De leerstoffen van het examen voor de godgeleerdheid, de rechtsgeleerdheid en de letteren zijn :

1. — GRIEKSCHE TAAL EN LETTERKUNDE :

- a) Vertaling en uitlegging van prozaschrijvers (bij voorbeeld : Xenophon, Lysias, Isocrates, Herodotes) en van epische dichters.
- b) Vertaling van moeilijker prozaschrijvers (bij voorbeeld : Plato en Demostenes) of van dramatische dichters.

De keus tuschen *a* en *b* behoort aan den rector van het gymnasium.

2. — LATIJNSCHE TAAL EN LETTERKUNDE :

- a) Vertaling en uitlegging van prozaschrijvers (bij voorbeeld : Cicero, Sallustius, Titus-Livius) en van gemakkelijke dichters (bij voorbeeld : Ovidius, Tribullus, de Æneïs van Vergilius);
- b) Vertaling van moeilijker prozaschrijvers of dichters (bij voorbeeld : Horatius, Lucretius, brokken uit Tacitus, Seneca de Wijsgeer).

Die gedeelten van in de klas vertaalde en uitgelegde auteurs worden in het examen niet hervat. De leerlingen mogen zich niet bedienen van de boeken waarvan zij zich in de klas bedienden. De bijzonder moeilijke woorden en uitdrukkingen in de te vertalen teksten worden, met goedvinden van de gecommitteerden der Regeering, door de examinatoren uitgelegd.

De keus tusschen *a* en *b* behoort tot den rector.

3. — NEDERLANDSCH EN GESCHIEDENIS :

- a) Een Nederlandsch opstel;
- b) Nationale geschiedenis en hedendaagsche geschiedenis.

4. — VREEMDE TALEN (*Fransch, Duitsch, Engelsch*) :

Een vertaling uit een gemakkelijk prozaschrijver of dichter.

5. — WISKUNDE :

- a) De stekunde tot en met de vergelijkingen van den 2^o graad;
- b) De meetkunde tot en met de stereometrie.

Voor de wetenschappen en de geneeskunde, de volgende leerstoffen :

1. — a) (Hierboven).
2. — b) Id.
3. — Id. behalve de Nationale Geschiedenis.
4. — Id.
5. — Id. en daarenboven :
 - a) De onbepaalde vergelijkingen van den 1^{sten} graad, de rekenkundige en meetkundige reeksen en de logaritmen.
 - b) De vlakke en boldriehoeksmeting.

Voorwaarden tot het verkrijgen van het getuigschrift :

De leerlingen, die uit de letterkundige afdeeling komen, moeten ten minste de nota 3 (voldoende) hebben bekomen in het Grieksch en het Latijn. De leerlingen der wetenschappelijke afdeeling moeten dat nummer hebben in de wiskunde, in het Latijn en het Grieksch.

Bij verschil van gevoelen nopens de verdienste van een leerling, beslissen de gecommiteerden van de Regeering.

Toezicht op de studiën :

Het toezicht op de studiën in de gymnasia (openbare en bijzondere, aangewezen als bevoegd om getuigschriften af te leveren), is in handen van den Staat, wier inspecteurs in die zaken een onbeperkt recht van toezicht hebben.

2^o Zwitserland. — Twee rijpheidsexamens :

- a) Het rijpheidsexamen afgelegd voor de jury's uitgesteld bij de kantonale inrichtingen (openbare).
- b) Het federaal rijpheidsexamen, voor de leerlingen, die geen studiën hebben gedaan in inrichtingen.

De private instellingen, alhoewel zij geen rijpheidsgetuigschrift afleveren, zijn nochtans aan het toezicht onderworpen.

Over 't algemeen, doen de Universiteiten geen toegangsexamen alleggen. Zij eischen het rijpheidsgetuigschrift en zijn doorgaans vertegenwoordigd in de Rijpheidscommissie.

Ziehier, bij wijze van voorbeeld, het examenreglement in het kanton Vaux (kantonnaal klassiek college) :

- 1^o Het examen loopt over het Fransch, het Latijn, het Grieksch, het Duitsch, het Engelsch, de wiskunde, de wetenschappen, de geschiedenis, de aardrijkskunde, het teekenen ;
- 2^o De examencommissie is als volgt samengesteld : de bestuurder van de instellingen drie leden : de onderwijzende meester en twee deskundigen. Laatstgenoemden worden door het Departement benoemd.

3° In het Groot-Hertogdom Luxemburg :**1° Categorieën :**

- a) De leerlingen van het athenaeum van Luxemburg en van Diekirch;
- b) De leerlingen die hunne studiën in andere onderwijsinrichtingen hebben gedaan kunnen toegelaten worden tot het afleggen van het examen vóór de jury van Luxemburg of vóór die van Diekirch.

2° Samenstelling van de Examencommissies :

Een afgevaardigde van de Regeering, voorzitter, 6 door de Regeering benoemde leden, waaronder 4 in gelijk aantal aangewezen zijn onder het personeel van het athenaeum van Luxemburg en van het athenaeum van Diekirch.

3° Stof van het examen :

Schriftelijke en mondelinge proeven over de volgende vakken :

De christelijke leer, de Duitse, Fransche, Latijnsche en Grieksche talen, de wiskunde, de geschiedenis, de aardrijkskunde, de natuurkunde en de scheikunde (voor deze laatste vijf vakken, stof der laatste klas).

4° Voorwaarden tot het verkrijgen van het getuigschrift :

De beslissing van de Commissie berust op den uitslag van het examen en op het driemaandelijksch oordeel van de leeraren der laatste klas. Is de algemeene uitslag onvoldoende, dan dient tot afwijzing of verdaging beslist.

4° In Duitschland. — Rijpheidsproef :

- 1° a) *Gymnasia* — *Realgymnasia*. — *Oberrealschulen*.
- b) *Privaatstudiën*.

De onderwijsinrichtingen a) mogen getuigschriften afleveren. De leerlingen der categorie b) mogen het examen ondergaan voor de jury's van de openbare onderwijsinrichtingen onder machtiging van de Regeering.

2° Samenstelling van de jury :

Leeraren van de onderwijsinrichting, het hoofd van de onderwijsinrichting en een afgevaardigde van de Regeering.

Stof van het examen :

- a) *Gymnasia* : Schriftelijke proef : Duitseh, Latijnsche thema, vertaling uit het Grieksch, vertaling in het Fransch, wiskunde en natuurkunde (4 dagen).

Mondelinge proef : uitlegging van Grieksche en Latijnsche auteurs, welke de leerlingen in de klas niet hebben gelezen, Fransche auteurs, geschiedenis, stekunde, meetkunde, driehoeksmeting.

- b) *Realgymnasia* : schriftelijke proef over de Duitsche, Fransche, Engelsche, Latijnsche talen, stekunde, meetkunde, driehoekmeting, beschrijvende meetkunde, physika, scheikunde, delfstofkunde (4 dagen).

Mondelinge proef : Latijnsche, Fransche, Engelsche auteurs, geschiedenis, wiskunde (1^o klasse).

- c) *Oberrealschulen* : proef als bij b), buiten wat het Latijn betreft.

4^o *Voorwaarden tot het verkrijgen van het getuigschrift* :

Het getuigschrift moet worden geweigerd aan hem die de nota « onvoldoende » heeft bekomen in twee vakken en aan hem die, bedoelde nota bekomen hebbende in één vak, in geen ander vak een nota heeft bekomen boven « voldoende ».

De Voorzitter heeft het schorsend recht van veto. Maakt hij er gebruik van, dan beslist de Minister.

5^o *Engelsche universiteiten. — Toelatingsexamens* :

- a) *Door de universiteiten opgelegde toelatingsexamens* :

In al de Engelsche universiteiten bestaan toegangsexamens, waarbij de verstandelijke voorbereiding der candidaten wordt nagegaan.

Het minimum der over 't algemeen opgelegde leerstoffen is : het Engelsch, de wiskunde, het latijn en dikwijls een andere taal.

Vrijstellingen :

Aan candidaten die het bewijs leveren dat zij gelijkwaardige examens hebben ondergaan, kan vrijstelling van het toelatingsexamen worden verleend.

- b) *Instelling van getuigschriften van middelbare studiën door het Board of Education.*

Men tracht de gelijkwaardigheid te bekomen van de toegangsexamens tot de universiteiten en de proeven van het *School certificate* en van het *Higher certificate*, in 1918 ingevoerd door het *Board of education* (Ministerie van Onderwijs) na overleg met de Universiteiten van het land. Die twee examens, van ongelijke waarde, kunnen afgelegd worden vóór jury 's aan elke universiteit verbonden. In gemeen overleg werd een schema van programma opgemaakt. Het *Board of education* pleegt overleg met de *Secondary School Examination Council*, die het onderwijs van den tweeden graad vertegenwoordigt, om de programma 's samen te ordenen en gelijkheid van beoordeeling te bekomen.

Gelijkaardig stelsel in Schotland. — In Schotland, is, bij verordening van 31 December 1918, de bevoegdheid om de getuigschriften van middelbaar onderwijs na te zien, door de vier Universiteiten overgedragen aan eene jury

genaamd *Entrance Board*. De niet van attesten voorzien kandidaten leggen zooals voorheen een toegangsexamen af vóór het *Joint Board of Examiners for the Scottish Universities*.

Gelijkaardig stelsel in Ierland. — In Ierland, aanvaarden de Universiteiten het hooger getuigschrift, afgeleverd door het *Intermediate Education Board of Ireland*.

6° Frankrijk :

Baccalauréat :

De examens van het *baccalauréat* worden afgelegd vóór de Faculteiten der Letteren en der Wetenschappen, ten zetel van de Universiteiten en in de steden aangeduid door den Minister. De jury's zijn samengesteld uit : 1° leden van de Faculteit der Letteren en van de Faculteit der Wetenschappen; 2° fungeerende- of eereleeraren van het openbaar onderwijs van den 2ⁿ graad, « *agrégé* » of doctor, aangewezen door den Minister.

De proeven zijn de eene schriftelijk, de andere mondeling. De schriftelijke proeven kunnen den candidaat doen afwijzen voor de overige. Na afwijzing van de mondelinge proef, blijven de kandidaten toelaatbaar tot deze proeven gedurende de twee volgende zittingen, op voorwaarde dat zij zich, om hunne mislukking weer goed te maken, voorstellen voor de faculteit waar zij die hebben opgelopen.

Voor de toelaatbaarheid en de toelating, wordt rekening gehouden met de inlichtingen voorkomende in de *livrets scolaires* (plaatsen en aantal punten op de wedstrijden, oordeel der leeraren). Wanneer een candidaat aan de jury een *livret scolaire* voorlegt, mag hij niet uitgesteld worden hetzij na de schriftelijke proef, hetzij na de mondelinge, zonder dat zijn *livret scolaire* onderzocht geworden zij gedurende de beraadslaging waarbij de jury uitspraak doet over de toelaatbaarheid of over de toelating. Melding er van wordt gemaakt op het *livret* en op het examenblad.

De proeven van het « *Baccalauréat* » zijn in twee deelen verdeeld. Niemand kan zich voor de proeven van het tweede deel aanmelden, dan nadat hij geslaagd is in die van het eerste deel. Geen vrijstelling wordt verleend. Het tijdsverloop tusschen den zittijd van October-November en die van Juli-Augustus, telt voor een jaar.

De kandidaten tot het eerste deel mogen bij hunne inschrijving kiezen tusschen de vier reeksen proeven Latijn-Grieksch, Latijn-levende talen, Latijn-wetenschappen, wetenschappen-levende talen.

De waarde voor iedere proef wordt uitgedrukt door eene nota schommelend tusschen 0 en 20. Het coëfficiënt voor de vertaling uit het Latijn is 2, die voor de vertaling uit het Grieksch en die voor de Latijnsche uitlegging 1, die voor de Grieksche uitlegging 1.

Om toegelaten te worden, moeten de kandidaten de helft van het maximum der punten hebben bekomen.

7^o Italië :

Vroeger leverden de inrichtingen voor middelbaar onderwijs, de gymnasia en de Koninklijke lycea einddiploma's af en de daarmede gelijkgestelde instellingen hadden eveneens hunne diploma's, toegekend na een examen in het gesticht, vóór eene jury voorgezeten door een « commissaris » van het officieel onderwijs (gewoonlijk hoogleeraar of schoolopziener).

Een onlangs ingevoerde hervorming stelt zich inzonderheid ten doel het peil der studiën gelijk te maken en den wedijver tusschen de openbare en private instellingen aan te wakkeren door het invoeren van gelijkvormige Staatsexamens. Te dien einde, mogen al de inrichtingen voor middelbaar onderwijs slechts leerlingen toelaten na een toegangsexamen. Er is slechts één examen voor de verschillende typen van onderwijsgestichten van den middelbaren graad.

Het onderwijs van den tweeden graad voorziet drie belangrijke examens : eerst voor de toelating : a) tot den hooger cyclus van het gymnasium (IV^e gymnasiale); b) tot het lyceum (I^e lyceale); en ten slotte, tot bekrachtiging van de studiën, (het rijpheidsexamen,) dat toegang verleent tot het hooger onderwijs.

Nota. — *Klassiek gymnasium*, twee cyclussen : lagere (eerste, tweede en derde klas); hogere (vierde en vijfde klas).

Klassiek lyceum : drie jaren (heeft ten doel de voorbereiding tot de Universiteit).

Het programma dier examens is ruim opgevat. Men legt er zich vooral op toe waarborgen te bekomen wat het verstand, de ontwikkeling en den goeden smaak betreft, buiten alle vormelijkheid om.

* .

Zoo hebben al de naburige landen het examen ingevoerd.

Kan men staande houden dat in België, onder het stelsel van het studiegetuigschrift, de middelbare studiën van den hooger graad tot betere uitslagen zijn gekomen dan in de landen waarover wij zooeven spraken? Wij meenen het niet. Wij denken, integendeel, dat, sedert 1890, de uitslagen dier studiën merklijk geslonken zijn. Om zich hiervan te overtuigen, volstaat de vaststelling dat men er toe gekomen is de Latijnsche gesprekvoering en de Latijnsche verzen te laten varen, oefeningen die de gemiddelde bekwaamheid der huidige leerlingen al te zeer schenen te overschrijden.

De minderheid van de Middenafdeeling is van meening, dat het hoog tijd is te keer te gaan tegen de huidige onbezorgdheid, die ten slotte 's Lands algemeene ontwikkeling in gevaar zou brengen.

Zij meent dat het ontwerp de rechten van het vrij onderwijs ten volle eerbiedigt.

Het examen, zooals het is opgevat, zal trouwens geen wezenlijke hinderpaal zijn voor een leerling van gemiddelde sterkte.

Het is te laat, zal men zeggen, de jonge lieden tegen te houden op het einde van de rhetorica. Men maakt er gedeclasseerden van. Ik antwoord dat het gevaar

grooter is indien men, in plaats van ze tegen te houden op het einde van de rhetorica, ze slechts tegenhoudt na het jaar der hoogeschoolstudiën.

Het ontwerp van den heer Blavier, dat hierin bestaat, op het einde van het vierde jaar een examen in te voeren « waarbij de leerling voorgoed wordt aangestuurd op den weg der Grieksch-Latijnsche studiën en der universitaire studiën » is niet aan te nemen omdat de leerling aan wien men, na zijn vierde jaar, om zoo te zeggen bij voorbaat een toegangsdiploma tot de hoogeschool zou hebben gegeven, verder verstoken zou zijn van allen prikkel om verder zijn best te doen. Anderzijds, is het zeer moeilijk en zeer gevaarlijk ook, jongelingen die geen 14 jaar oud zijn, voorgoed te willen rangschikken in « geschikten » en ongeschikten » voor hogere studiën.

Ten slotte, wat gewordt er van het beginsel der vrijheid van middelbaar onderwijs, indien men, in den loop van de middelbare studiën, een examen oplegt onder het toezicht der Regeering en waarvan de modaliteiten door het bestuur geregeld worden? Men zou kunnen aannemen dat een dergelijk examen ingericht werd, doch slechts als een eerste proef en deze zou moeten aangevuld worden door een tweede proef op het einde van de rhetorica.

V

Het ontwerp maakt het *Latijn verplichtend* voor alwie universitaire studiën doen wil. Deze bepaling is zeer belangrijk in een land waar, tengevolge van het gezamenlijk bestaan van twee talen, het onderwijs van de moedertaal niet kan worden beschouwd als een voldoende factor tot bevordering van 's Lands eenheid.

De voeling tusschen de twee graden van onderwijs.

De invloed van de betrekkingen die, dank zij de toelatingsexamens, zullen ontstaan tusschen de leeraren der athenaea en colleges, en de hoogleraren, is niet te overschatten.

Zij zal de twee graden van onderwijs en den Lande enkel tot voordeel strekken.

J. RENKIN.